





# Rapport du Gouverneur 2023

## À propos de la CEB

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une banque multilatérale de développement dotée d'un mandat exclusivement social par ses 43 États membres. La CEB finance des investissements dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé et le logement abordable, en mettant l'accent sur les besoins des personnes vulnérables. Les emprunteurs sont des gouvernements, des autorités locales et régionales, des banques publiques et privées, des organisations à but non lucratif et autres. En tant que banque multilatérale bénéficiant d'une notation triple A, la CEB se finance sur les marchés internationaux de capitaux. Elle approuve les projets selon des critères sociaux, environnementaux et de gouvernance stricts, et fournit une assistance technique. En outre, la CEB reçoit des fonds de donateurs en complément de ses activités.

La CEB a été créée en 1956, en tant que fonds de rétablissement, par huit des 15 États membres qui composaient alors le Conseil de l'Europe. La CEB est la plus ancienne banque multilatérale de développement d'Europe ; elle est juridiquement et financièrement indépendante du Conseil de l'Europe.

Plus d'informations sur la CEB sur  
[coebank.org/fr/about/](https://coebank.org/fr/about/)

### Chiffres clés au 31 décembre 2023



**4,1 milliards** d'euros de prêts approuvés



**48** projets dans **25** pays



Plus de la moitié des projets en faveur de **15** Pays du Groupe Cible



**216** agents permanents



**32** nationalités représentées



**56%** de femmes et **44%** d'hommes

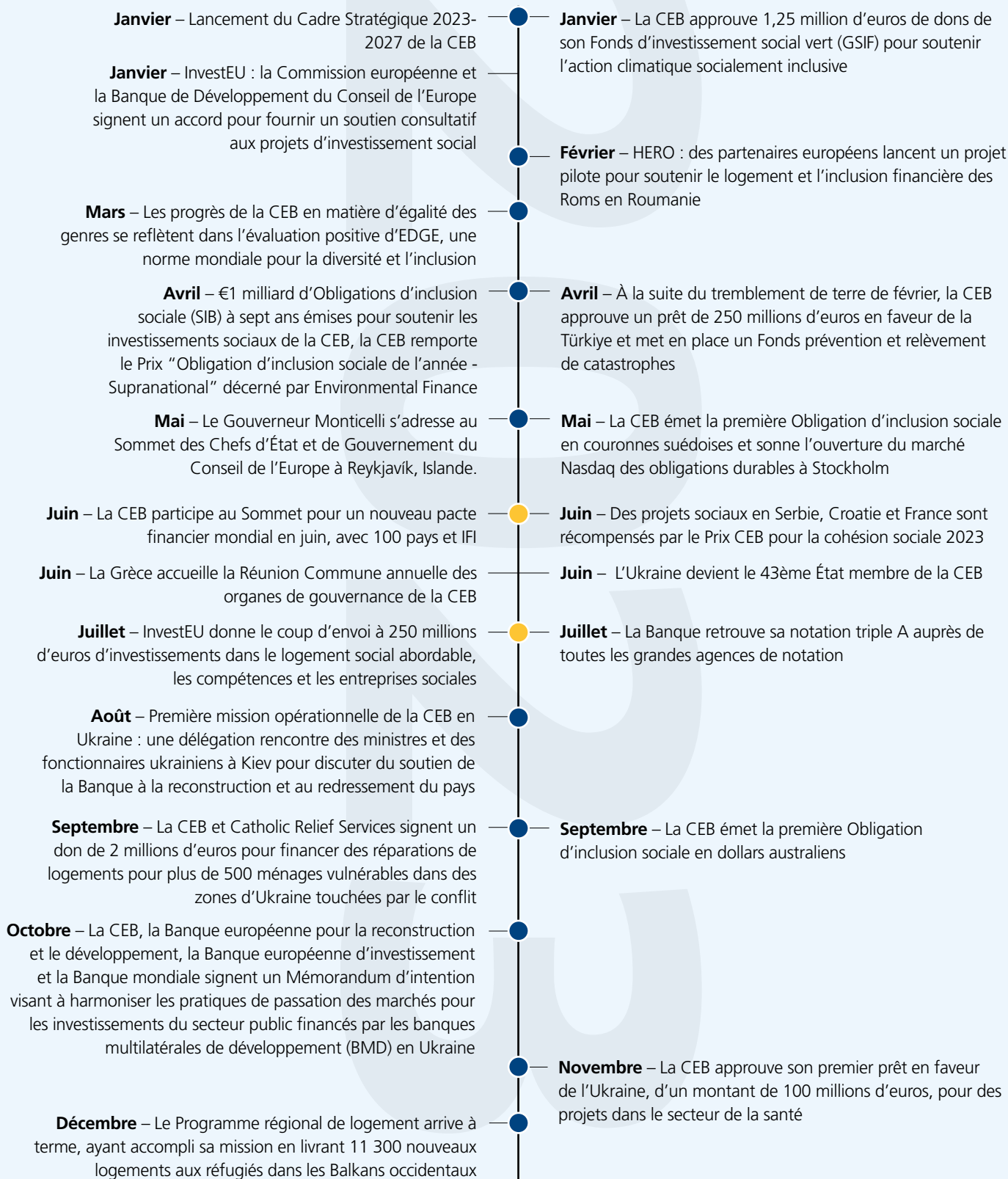


**38%** des postes à responsabilité occupés par des femmes

## Table des matières

|                                                                                    |    |
|------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tirer parti des accomplissements                                                   | 4  |
| Message du Gouverneur : Une année exceptionnelle                                   | 5  |
| Consolider les progrès                                                             | 7  |
| Un nouvel État membre et un partenaire fiable                                      | 9  |
| Un prisme de vulnérabilité pour une meilleure résilience                           | 11 |
| Répondre aux catastrophes en Türkiye                                               | 12 |
| Carte des opérations de la CEB                                                     | 13 |
| Le Cadre Stratégique en action : projets approuvés en 2023                         | 14 |
| Investir dans les personnes et valoriser le capital humain                         | 15 |
| Promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients                               | 16 |
| Soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière                          | 18 |
| Programme de développement durable à l'horizon 2030                                | 20 |
| Fonds fiduciaires en faveur de l'action sociale de la CEB                          | 21 |
| Partenariats                                                                       | 24 |
| Activités financières en 2023                                                      | 27 |
| Portefeuilles de trésorerie                                                        | 28 |
| Produits dérivés                                                                   | 28 |
| Financement de l'activité en 2023                                                  | 29 |
| Gouvernance                                                                        | 32 |
| Structure de gouvernance et Management                                             | 32 |
| Organigramme                                                                       | 33 |
| Réunion Commune : L'Ukraine participe à la 56ème Réunion Commune annuelle en Grèce | 34 |
| Conformité                                                                         | 35 |
| Audit Interne                                                                      | 35 |
| Évaluation indépendante                                                            | 35 |
| Durabilité                                                                         | 36 |
| Ressources humaines                                                                | 37 |
| Prix CEB pour la cohésion sociale 2023                                             | 39 |
| Connaissances sociales, nouvelles publications, multimédia                         | 40 |
| Données clés : Projets et prêts                                                    | 42 |
| Aperçus : Projets approuvés par contrepartie                                       | 44 |
| Chronologie historique : La banque de développement social de choix pour l'Europe  | 51 |

## Tirer parti des accomplissements – 2023



Pour plus d'informations et de détails, [www.coebank.org/fr/news-and-publications/news/](http://www.coebank.org/fr/news-and-publications/news/)

## Message du Gouverneur

# Une année exceptionnelle

En 2023, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a réalisé une performance exceptionnelle pour ses pays membres et leurs citoyens.

Deux avancées historiques se distinguent : premièrement, l'Ukraine a adhéré à la CEB en juin, devenant ainsi notre 43ème État membre ; et deuxièmement, après plus d'une décennie, notre note triple A a été rétablie auprès des principales agences de notation mondiales.



“ Notre pertinence se perçoit de manière évidente à travers nos opérations en 2023 – 48 projets approuvés qui répondent aux besoins sociaux urgents de nos membres.

Ces succès durement remportés sont d'autant plus significatifs qu'ils succèdent à une autre étape historique, franchie en décembre 2022, lorsque nos pays membres ont approuvé la toute première augmentation du capital de la Banque par des contributions en numéraire des États membres. Associées à la solidité de notre bilan, à l'approfondissement de nos partenariats et aux investissements réalisés dans nos compétences et nos processus technologiques, ces avancées placent la CEB, banque de développement social de choix en Europe, dans une position particulièrement forte pour relever les défis sociaux préoccupants qui se profilent. Nous devons en tirer pleinement parti.

Prenons l'exemple de notre nouveau membre, l'Ukraine. Je suis fier que la CEB se soit tenue à ses côtés depuis l'agression brutale de la Russie, et j'ai été encouragé de voir les Chefs d'État et de Gouvernement reconnaître le rôle social clé de la CEB dans leur plan d'action pour l'Ukraine, lors du Quatrième Sommet du Conseil de l'Europe à Reykjavík en mai. Nos opérations sur le terrain, lancées dès le lendemain de l'adhésion, soulignent notre détermination à maintenir cette confiance par des actions.

Notre pertinence politique reconnue, soulignée par l'accord de nos membres pour renforcer notre capital de base, a constitué un élément déterminant dans l'attribution de notre note triple A. Le rétablissement de la note maximale répond à un objectif que je m'étais fixé en devenant Gouverneur il y a deux ans, car il nous permet d'obtenir des financements à des conditions plus favorables pour tous nos emprunteurs. En effet, les solides performances financières de la Banque ont également contribué à cette révision à la hausse car, malgré des conditions de marché difficiles, nous avons enregistré un bénéfice de 109,2 millions d'euros en 2023, et de 79,7 millions d'euros l'année précédente.



**Notre pertinence politique reconnue, soulignée par l'accord de nos membres pour renforcer notre capital de base, a constitué un élément déterminant dans l'attribution de notre note triple A.**

Notre pertinence se perçoit de manière évidente à travers nos opérations en 2023 – 48 projets approuvés qui répondent aux besoins sociaux urgents de nos membres. Elle est visible dans nos partenariats, notamment avec l'UE et les banques multilatérales de développement (BMD) homologues, qui permettent de renforcer notre efficacité commune pour relever des défis intimement liés, de l'inclusion sociale au développement durable.

Notre pertinence se manifeste également dans nos outils opérationnels, tels que nos Obligations d'inclusion sociale, désormais devenues une marque de fabrique de la CEB sur les marchés de capitaux internationaux, et dans notre nouveau "prisme de vulnérabilité", conçu pour garantir que nos investissements profitent à ceux qui en ont le plus besoin.

Les fonds fiduciaires de la CEB auxquels les donateurs contribuent, tels que le Fonds prévention et relèvement de catastrophes créé à la suite des tragiques tremblements de terre de février en Türkiye, constituent aussi un soutien supplémentaire précieux.

Observer les actions menées par notre personnel dévoué pour améliorer la vie des gens est une source d'inspiration, qu'il s'agisse d'achever avec succès un programme de logement, de favoriser la création d'entreprises dans des communautés désavantagées ou de financer l'éducation de jeunes issus de milieux défavorisés. Ces exemples, décrits dans le présent rapport, illustrent l'attention particulière que la CEB porte à chaque projet, chacun d'entre eux représentant un fil essentiel dans le tissu social européen.

Compte tenu des répercussions des conflits, du changement climatique, des migrations et d'autres défis, le mandat social de la CEB a rarement été aussi pertinent. Nous devons nous appuyer sur nos performances exceptionnelles pour nous efforcer de faire davantage afin de favoriser la cohésion sociale en Europe et ne laisser personne de côté.

Paris, le 6 mars 2024  
Carlo Monticelli  
Gouverneur de la CEB

## La CEB en 2023

# Consolider les progrès

Les incertitudes et les difficultés causées par les crises successives qui ont affecté l'Europe et le monde ces dernières années ont continué à jeter leur ombre sur l'année 2023. Cependant, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB ou la Banque) a mis à profit son expérience et son expertise pour consolider les progrès accomplis, agissant comme un rempart pour ses pays membres alors qu'elle réalisait de solides avancées sociales pour les citoyens et les communautés à travers l'Europe.



© Beata Zawrzel

En effet, ce fut une année exceptionnelle pour la plus ancienne banque multilatérale de développement d'Europe, avec une réalisation marquante : l'adhésion de l'Ukraine en tant que 43<sup>ème</sup> État membre, le 15 juin 2023. Il s'agissait d'un moment fort, après près d'un an de préparation minutieuse. La CEB a été l'une des premières institutions à apporter son soutien aux réfugiés fuyant l'Ukraine à la suite de l'agression russe en février 2022, et l'adhésion du pays marque le début d'une nouvelle phase d'engagement en Ukraine, qui est pleinement conforme au mandat social de la CEB. Lors du Quatrième Sommet du Conseil de l'Europe qui s'est tenu à Reykjavík les 16 et 17 mai 2023, les Chefs d'État et de Gouvernement ont explicitement reconnu le rôle clé de la CEB dans le soutien aux efforts de reconstruction de l'Ukraine.<sup>1</sup> Le Sommet a notamment souligné la capacité de la Banque à soutenir la remise en état d'écoles, d'hôpitaux, de maisons et autres investissements sociaux.

Les représentants du gouvernement ukrainien qui ont participé à la [Réunion Commune annuelle de la CEB, qui s'est tenue en Grèce du 8 au 11 juin 2023](#), ont également salué le rôle "indispensable" de la Banque, que leur pays a officiellement rejoint moins d'une semaine plus tard (voir [le bilan de la Réunion Commune, page 34](#)). Immédiatement après l'adhésion, la CEB est passée à l'action : elle a envoyé une première mission opérationnelle en Ukraine en août, signé un don pour la remise en état de maisons endommagées par la guerre en septembre, et approuvé le premier prêt en faveur de l'Ukraine en novembre (voir [Un nouvel État membre et un partenaire fiable, page 9](#)).

### Une performance solide dans un contexte mondial difficile

L'adhésion de l'Ukraine a été un événement majeur, au cours d'une année durant laquelle la CEB a commencé à mettre en œuvre son [Cadre Stratégique 2023-2027](#) et à consolider les progrès réalisés en 2022. Les résultats financiers de 2023 confirment la solide position opérationnelle et financière de la CEB. En ce qui concerne les opérations, la Banque a approuvé 4,1 milliards d'euros de nouveaux prêts pour 48 projets dans 25 pays, couvrant un large éventail de secteurs tels que la santé, l'éducation et la formation professionnelle, et le logement abordable. Plus de la moitié du volume total des prêts (2,1 milliards d'euros) a été approuvée en faveur de 15 des Pays du Groupe Cible de la CEB, principalement en Europe centrale et orientale. Tous les projets s'inscrivent dans les domaines d'action définis dans le Cadre Stratégique, et sont conformes aux



Des bénéficiaires du RHP à Vukovar, en Croatie, profitent de leur nouvelle maison.

objectifs politiques et sociaux du Conseil de l'Europe (voir [Ne laisser personne de côté, page 10](#)).

La Banque a fait état de solides performances financières pour 2023, avec un bénéfice financier net de 109,2 millions d'euros, soit 37,1% de plus qu'en 2022, principalement en raison du contexte de taux d'intérêt élevés.<sup>2</sup> Du côté des financements, la CEB a enregistré le volume d'emprunt le plus élevé de son histoire, soit un peu moins de 7 milliards d'euros, et a établi un nouveau record d'émission de ses Obligations d'inclusion sociale (SIB), pour une valeur de 2,3 milliards d'euros, tout en ouvrant le programme à trois devises supplémentaires (voir [Financement de l'activité page 27](#)). En outre, la Banque a retrouvé son statut triple A complet auprès de toutes les principales agences de notation, qui ont non seulement reconnu la solide performance des prêts de la CEB, l'amélioration de sa base en capital et son faible risque de crédit, mais aussi sa pertinence politique croissante acquise, par exemple dans l'aide qu'elle fournit à ses pays membres pour faire face aux récentes crises migratoires.

C'est précisément la résurgence de ces défis et d'autres encore qui a donné une nouvelle urgence à la mission sociale de la CEB. Du COVID-19 à la guerre en Ukraine, en passant par la crise du coût de la vie, et l'urgence climatique émergente, une succession de crises étroitement liées a menacé le tissu social dont dépendent la prospérité et la solidarité européennes.

1. "Unis autour de nos valeurs" Déclaration de Reykjavík (2023), Conseil de l'Europe, mai, disponible sur [coe.int](https://www.coe.int).

2. Voir le Rapport financier 2023 de la CEB, à paraître.

## Un nouvel État membre et un partenaire fiable

Par Olga Zykova, vice-ministre des Finances d'Ukraine et membre du Conseil d'administration de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe.

L'adhésion de l'Ukraine à la Banque est une étape importante dans le développement de notre pays. Devenir le 43ème État membre de la CEB le 15 juin 2023 a été non seulement un symbole de l'immense solidarité, du soutien et de la confiance exprimés par les membres de la Banque, mais représente également une valeur économique significative pour nos citoyens. Selon mon point de vue personnel, l'approche citoyenne du gouvernement de l'Ukraine et le mandat social de la CEB s'accordent bien. Notre adhésion établit une base solide pour planifier et mettre en œuvre, ensemble, des projets socialement importants, en particulier pour les personnes les plus vulnérables.

Il ne faut pas oublier que l'Ukraine a rejoint la Banque pendant une guerre – l'agression injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine –, et cela ne fait que nous renforcer. L'adhésion envoie un signal clair à la communauté internationale : nos partenaires sont aux côtés de l'Ukraine, non seulement en soutenant notre combat, mais aussi en nous aidant à progresser sur la voie de l'intégration européenne. L'adhésion est donc importante à la fois pour moi en tant que citoyenne de ce pays, et pour le pays lui-même.

La coopération avec la CEB est essentielle pour le redressement social de l'Ukraine. Le mandat social de la Banque est vital pour nous, surtout aujourd'hui. Son expertise, sa structure et son mandat uniques sont remarquables. C'est pourquoi nous sommes si heureux de travailler en étroite collaboration avec la CEB depuis le début, comme nous l'avons montré avec le lancement du projet HEAL dans le domaine de la santé\*. Grâce à notre coopération, nous serons en mesure de fournir des services de santé essentiels aux citoyens, notamment des soins de santé mentale et des soins primaires, en particulier aux personnes vulnérables et à ceux qui sont dans le besoin, comme les enfants, à travers le "prisme de vulnérabilité" de la Banque. Nous étendons maintenant notre coopération à d'autres secteurs sociaux.

L'expertise et l'expérience de la Banque, y compris dans les pays sortant d'un conflit, sont particulièrement précieuses pour nous en tant que nouvel État membre. Cette expérience représente une toute nouvelle ressource pour l'Ukraine, et constitue une valeur ajoutée de la Banque par rapport à d'autres partenaires.



Mais nous n'envisageons pas l'adhésion comme un processus unilatéral ! Si nous sommes pleinement conscients de l'énorme avantage supplémentaire que représente l'adhésion à la Banque pour l'Ukraine et ses citoyens, nous aimerions aussi être considérés comme un bon partenaire qui apporte une valeur ajoutée à la CEB et aux autres États membres. Nous sommes convaincus que vous trouverez en nous un partenaire de travail fiable et efficace. Notre résilience se traduit par des politiques gouvernementales adéquates et solides, et se reflète dans notre coopération positive avec la CEB ainsi qu'avec d'autres banques multilatérales de développement et organisations internationales.

L'un des autres avantages est que nous sommes un pays numérisé, qui continue à développer son secteur des technologies de l'information. Cela devrait s'avérer être un atout très précieux pour les opérations de la CEB en Ukraine. La numérisation apportera un élan supplémentaire aux projets d'investissement en rendant leur mise en œuvre plus efficace, transparente et efficace. Nous sommes impatients de coopérer à cet égard, de développer des solutions créatives pour surmonter les obstacles actuels, et de veiller à ce que les ressources humaines et technologiques appropriées soient mises à disposition.

Nous sommes impatients de jouer pleinement notre rôle de nouveau membre de la CEB, de travailler ensemble et d'apprendre les uns des autres dans un esprit d'empathie, de confiance et d'honnêteté, qui sont essentiels pour la résilience de tous nos pays et de tous nos citoyens.

\* Le projet HEAL (*Health Enhancement and Life-Saving*) est une opération-cadre de 500 millions de dollars US élaborée par la Banque mondiale en collaboration avec les autorités ukrainiennes, qui vise à rassembler les partenaires du développement, dont la CEB ([La CEB accorde 100 millions d'euros à l'Ukraine | CEB \(coebank.org\)](https://www.coebank.org/)).



L'économie européenne a connu quelques signes de répit en 2023 lorsque les prix de l'énergie ont baissé, mais l'inflation sous-jacente (hors prix de l'alimentation et de l'énergie) élevée a continué à exercer une pression à la hausse sur les taux d'intérêt. La situation géopolitique mondiale est restée fragile, avec la poursuite de la guerre en Ukraine et l'escalade du conflit israélo-palestinien, qui ont affecté le commerce et les chaînes d'approvisionnement en Europe et dans le monde.

Les migrations ont augmenté en Europe, en grande partie à cause des conflits et des pressions liées au climat. Les données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations Unies montrent que près de 290 000 migrants sont arrivés dans l'UE en 2023, soit le niveau le plus élevé depuis 2016.<sup>3</sup>

En outre, une tragédie majeure a frappé l'Europe lorsque la zone frontalière de la Türkiye avec la Syrie a été dévastée par des tremblements de terre en février 2023, causant de lourdes pertes en vies humaines et des destructions massives, ainsi que des déplacements de population dans une région qui accueillait déjà un très grand nombre de réfugiés. La CEB a réagi rapidement en accordant un prêt pour soutenir les efforts de la Türkiye en matière de soins

médicaux. Un nouveau Fonds prévention et relèvement de catastrophes a été créé, avec une dotation initiale provenant du Compte de dividendes sociaux de la CEB (CDS) (voir [l'encadré, page 12](#) et [Fonds fiduciaires, page 21](#)).

### Ne laisser personne de côté

Relever de tels défis exige de la Banque de la détermination et de l'agilité alors qu'elle s'efforce de remplir sa mission sociale. La CEB a notamment adopté un "prisme de vulnérabilité" comme élément clé de son Cadre Stratégique 2023-2027, afin de continuer à promouvoir l'équité et l'inclusion et s'assurer que personne ne soit laissé de côté (voir [l'encadré sur le prisme de vulnérabilité, page 11](#)).

Dans cet objectif, la Banque s'est efforcée de prendre davantage en compte les dimensions sociales du changement climatique avec pour objectif d'arriver à une transition équitable et inclusive. C'est ce qu'ont également demandé les Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de l'Europe dans la Déclaration de Reykjavik en mai 2023, exhortant la Banque "à se concentrer sur les dimensions sociales du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, et à aider les États membres à réaliser une transition juste et inclusive qui ne laisse personne de côté" (voir [la Déclaration de Reykjavik](#)).

3. Voir <https://dtm.iom.int/fr/europe/arrivals>



## Un prisme de vulnérabilité pour une meilleure résilience

Les personnes vulnérables sont les plus touchées par les crises et les chocs, et davantage de ménages et de communautés à travers l'Europe sont exposés à la pauvreté, à l'exclusion et aux déplacements. L'urgence du mandat social de la CEB a conduit à l'élaboration d'un "prisme de vulnérabilité", un outil opérationnel qui permettra à la CEB de mieux cibler ses investissements sociaux sur les besoins les plus pressants, et de réaffirmer son orientation vers l'aide aux membres les plus défavorisés et marginalisés de la société.

La vulnérabilité est une menace pour la cohésion sociale au sens large, et a toujours constitué un concept central pour la CEB. Trop d'Européens n'ont pas accès à une éducation de qualité, aux services de santé, au logement, à l'eau et à l'assainissement, et manquent par conséquent de résilience en temps de crise. La CEB envisage la vulnérabilité comme la mesure dans laquelle les individus et les communautés sont confrontés à des résultats économiques, sociaux ou environnementaux défavorables, notamment en raison de chocs ou de changements à long terme. L'emploi, le statut socio-économique, le cadre de vie et les caractéristiques personnelles, telles que le niveau de compétences, sont également pris en compte.

Le nouveau prisme de vulnérabilité, que la Banque a commencé à mettre en œuvre en 2023 dans le contexte du [Cadre Stratégique 2023-2027](#), permet de prendre en compte ces considérations au niveau opérationnel. Il sert d'outil pour évaluer systématiquement tous les nouveaux projets d'investissement, combler les lacunes et élaborer des solutions qui garantissent la qualité des projets tout en ne laissant personne de côté. L'application du prisme de vulnérabilité peut également contribuer à une meilleure compréhension des moteurs du développement social à long terme. Le prisme de vulnérabilité sera intégré au cadre de résultats institutionnel de la CEB en tant qu'indicateur clé de performance (KPI), ce qui en fait une mesure précieuse pour la Banque et ses États membres qui s'efforcent de renforcer la résilience et la cohésion sociale de l'Europe.

## Les donateurs et les partenariats sont essentiels

Les donateurs jouent un rôle central pour aider la CEB à remplir sa mission, en apportant un soutien supplémentaire aux projets ayant un impact social particulièrement élevé, notamment auprès des groupes vulnérables. En 2023, les contributions aux fonds fiduciaires de la CEB provenant des donateurs et des bénéficiaires de la Banque se sont élevées à 48 millions d'euros.

La valeur transformatrice de ces fonds pour la vie des gens ne peut être sous-estimée. Un exemple notable en est le Programme régional de logement (RHP), une initiative conjointe de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Monténégro et de la Serbie gérée par la CEB en collaboration avec l'agence des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui a officiellement pris fin en 2023 après plus d'une décennie de fonctionnement (voir [page 22](#)).

En collaboration avec l'UE, la CEB a lancé en 2023 un programme d'investissements soutenus par l'accord de garantie InvestEU signé en 2022 (voir [page 24](#)), pour un total de 370 millions d'euros, en faveur du logement social, de la formation et de la microfinance.

L'étroite coopération entre les banques multilatérales de développement (BMD) homologues a également gagné en importance. Le Gouverneur Monticelli a signé deux déclarations conjointes des BMD en 2023 : en octobre à l'occasion des [Assemblées annuelles du FMI et du GBM à Marrakech](#), puis, en décembre, lors de la [Conférence des Nations Unies sur le changement climatique \(COP28\)](#) qui s'est tenue à Dubaï. Ces deux déclarations engagent les BMD à intensifier leur action commune en matière de développement durable et de lutte contre le changement climatique. Cette collaboration souligne le rôle central de la CEB au sein de l'architecture internationale de financement du développement, et en tant que partenaire dédié à l'amélioration de l'impact social pour tous.



## Répondre aux catastrophes en Türkiye

Les tremblements de terre qui ont frappé le sud de la Türkiye et le nord de la Syrie en février 2023 ont été parmi les pires jamais enregistrés dans la région, entraînant des morts et des destructions massives. La Türkiye, membre fondateur de la CEB, a payé le plus lourd tribut, avec plus de 50 000 morts, plus de 100 000 blessés et quelque 1,5 million de sans-abris. Des millions de personnes ont été affectées par les dommages causés aux infrastructures, aux écoles, aux hôpitaux et à d'autres services essentiels, ainsi que par des traumatismes psychologiques.

La CEB a réagi rapidement, en approuvant un nouveau prêt de 250 millions d'euros lors d'une réunion extraordinaire du Conseil d'administration en avril, pour aider le secteur de la santé de la Türkiye à faire face à la catastrophe et contribuer à une infrastructure de soins médicaux plus résiliente à moyen terme. Le prêt de la CEB fait partie d'une promesse de 500 millions d'euros annoncée le 20 mars 2023 par le Gouverneur Monticelli lors d'une conférence des donateurs de l'UE à Bruxelles, "[Ensemble pour les populations de Türkiye et de Syrie](#)".

Ces dernières années, la CEB a financé plusieurs projets dans le domaine de la santé en Türkiye, notamment dans le contexte de la lutte contre le COVID-19 et pour des

établissements de soins de santé primaires. La Banque a également supervisé la construction d'un hôpital de 400 lits financé par l'UE à Kilis, qui a ouvert ses portes en décembre 2022. Kilis est situé près de la frontière syrienne, où les tremblements de terre ont frappé. La construction ultramoderne a résisté aux secousses du séisme, ce qui a permis au nouvel hôpital de soigner les victimes tout en devenant pleinement opérationnel à ce moment crucial.

Consciente de l'importance d'une telle préparation, la CEB a également créé un nouveau Fonds prévention et relèvement de catastrophes (voir [page 23](#)).

## Projets approuvés en 2023

Nombre de projets : 48

Montant total : €4,1 milliards

Nombre de pays : 25

Nombre de projets

Volume de prêts approuvés

## Projets achevés en 2023

Nombre de projets : 34

Prêts décaissés : €2,1 milliards

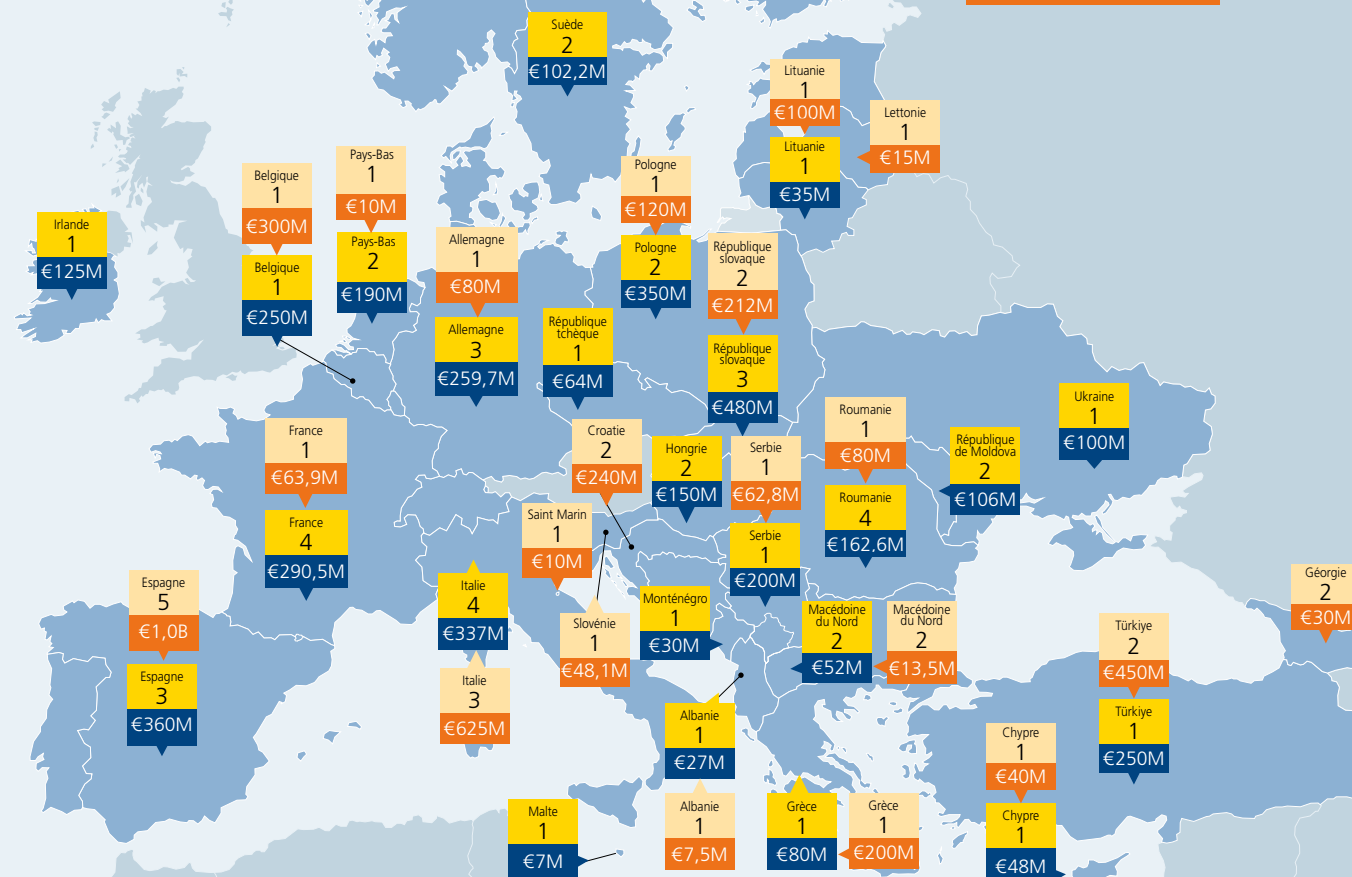
Nombre de pays : 23

Emplois créés ou conservés : 178 692

Estimation du nombre de bénéficiaires d'infrastructures sociales nouvelles et améliorées : 9,3 millions

Nombre de projets

Volume de prêts décaissés



Données au 7 février 2024

## Projets approuvés en 2023

# Le Cadre Stratégique en action

Le [Cadre Stratégique 2023-2027](#) de la CEB trace la voie selon laquelle la Banque poursuit son mandat social, notamment en Ukraine. Il sert de guide aux opérations de la CEB, aidant ses pays membres à naviguer dans une situation géopolitique mondiale difficile et dans les incertitudes qui affectent les marchés financiers, le commerce international et l'économie. Il éclaire également les investissements de la CEB dans le but de renforcer la cohésion sociale en Europe.

En 2023, le volume total des prêts approuvés par la Banque, soit 4,1 milliards d'euros répartis entre 48 nouveaux projets, était conforme à l'objectif annuel fixé pour la période quinquennale de mise en œuvre du Cadre Stratégique. Le Cadre définit trois lignes d'action pour les opérations de la CEB : 1) investir dans les personnes et renforcer le capital humain ; 2) promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients ; et 3) soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière. Le genre, le changement climatique et la transition numérique constituent des questions transversales qui s'appliquent à ces trois lignes d'action.

Les projets de la CEB sont également étroitement alignés sur la Charte sociale européenne révisée du Conseil de l'Europe, en particulier le droit à la formation professionnelle (article

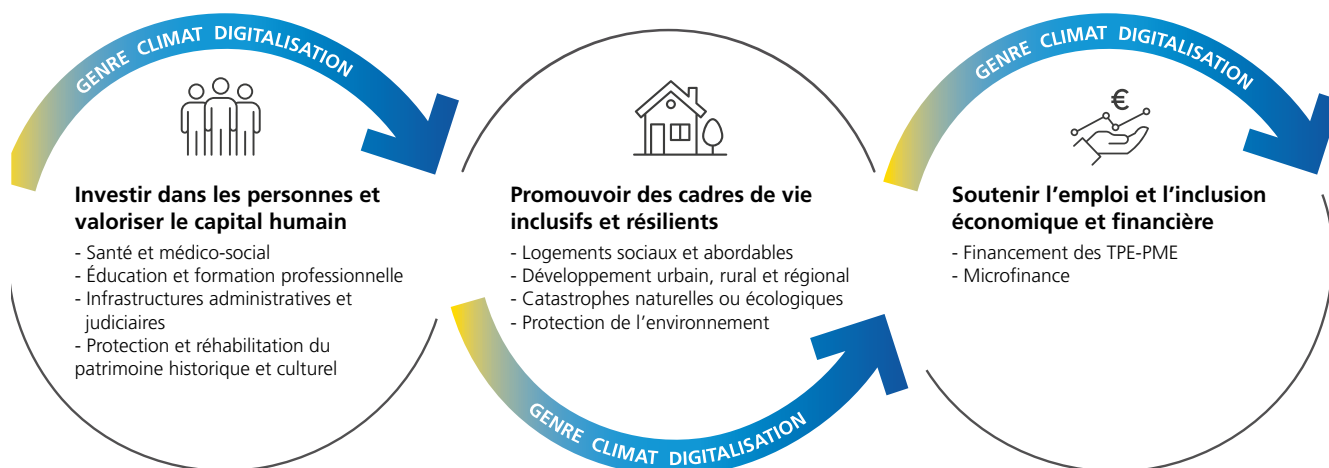
10), le droit à la protection de la santé (article 11), le droit des enfants et des jeunes à une protection sociale, juridique et économique (article 17), le droit au travail (article 1), le droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique (article 16), le droit au logement (article 31), et le droit des personnes âgées à une protection sociale (article 23).

Cette section présente quelques exemples de ces nouvelles opérations ; une liste complète est présentée dans la section Aperçus. Ces exemples montrent que la CEB continue de répondre à une grande variété de défis dans dix secteurs, en se concentrant principalement sur six d'entre eux : la santé et le médico-social, l'éducation et la formation professionnelle, le logement social et abordable, le développement urbain, rural et régional, le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME) et la microfinance.

Le "prisme de vulnérabilité" constitue un nouvel outil opérationnel pour renforcer la priorité accordée par la CEB aux personnes vulnérables, dès les premières étapes du cycle du projet (voir [l'encadré, page 11](#)).

Au cours de l'année écoulée, la CEB a également continué à diversifier sa clientèle, tout en s'adressant aux communautés mal desservies et aux personnes qui bénéficient des investissements sociaux. Elle a intensifié sa coopération avec les autorités locales, les villes et les acteurs de l'économie sociale, notamment les petites institutions de microfinance (IMF) spécialisées, tout en offrant des solutions sur mesure à ses clients.

En outre, la CEB intensifie sa collaboration avec des institutions partenaires dans le domaine du financement du développement, notamment avec les BMD homologues, les banques nationales de développement et l'UE (voir [Partenariats, page 24](#)).



## INVESTIR DANS LES PERSONNES ET VALORISER LE CAPITAL HUMAIN

Investir dans la santé, le bien-être et l'éducation des populations est essentiel pour promouvoir la cohésion sociale, ainsi que pour l'inclusivité et la prospérité des communautés. La CEB a adopté une approche globale pour remédier aux inégalités liées à l'accès, au coût et à la qualité des systèmes de santé et d'éducation, tout en favorisant l'égalité des genres et l'inclusion, notamment parmi les migrants et les réfugiés, ainsi que la durabilité. L'innovation est également importante, par exemple dans la conception des écoles, elle peut favoriser des espaces d'apprentissage efficaces, ou promouvoir la mise en place de soins préventifs et centrés sur la personne pour les services sociaux et de santé.

En 2023, la Banque a approuvé neuf prêts en faveur de la santé et de la protection sociale dans huit pays, pour un montant total de 600 millions d'euros. Les projets comprennent la remise en état des services de santé en Ukraine et le soutien aux efforts de redressement de la Türkiye à la suite du tremblement de terre (voir [Consolider les progrès, page 7](#)). La CEB a également approuvé neuf prêts, pour un montant total de plus de 725 millions d'euros dans sept pays, pour soutenir l'éducation, la formation professionnelle et les infrastructures connexes, comme la rénovation d'écoles. Le soutien de la Banque à la transition numérique du système éducatif albanais et au renforcement des services de santé en République de Moldova sont détaillés ci-dessous à titre d'exemples.

### Smart Labs : la transition numérique du système éducatif albanais

La Stratégie nationale albanaise pour l'éducation 2021-2026 donne la priorité au développement des compétences numériques grâce à une meilleure utilisation des technologies de l'information et de la communication



© ATA Albanian Telegraphic Agency

(TIC) par les enseignants et les élèves, en introduisant notamment des compétences en programmation informatique à tous les niveaux du programme scolaire. L'Agenda numérique 2022-2026 du pays se concentre aussi sur l'éducation et les compétences numériques, en particulier l'intégration des TIC dans le programme de l'école primaire. Actuellement, de nombreuses écoles ne disposent cependant pas d'installations suffisamment équipées pour que les élèves puissent pratiquer et appliquer les compétences fondamentales en matière de TIC. L'apprentissage est également souvent entravé par des problèmes liés à la faiblesse de l'infrastructure technologique dans les écoles, les lacunes dans les compétences des enseignants et l'inadéquation du matériel pédagogique en langue maternelle.

Le prêt de 27 millions d'euros accordé par la CEB à la République d'Albanie cofinance la création de laboratoires TIC, ou "Smart Labs", dans plus de 600 écoles primaires et secondaires à travers le pays, au bénéfice d'environ 150 000 enfants. Le projet englobe des écoles de régions petites et isolées du pays, où les enfants risquent davantage d'être laissés de côté. Ces investissements s'accompagnent d'une formation et d'un renforcement des capacités des enseignants. Les ressources supplémentaires pour le projet proviennent d'un don de 10 millions d'euros du Cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux (WBIF) et d'une contribution de 4 millions d'euros du gouvernement albanais.





## Améliorer les services de santé en République de Moldova

Le système hospitalier en République de Moldova, hérité de l'époque soviétique, est coûteux à entretenir et faire fonctionner, et se caractérise par des équipements obsolètes. Le gouvernement s'est engagé à réformer le système de santé tertiaire et à améliorer la qualité des services de santé, notamment en décentralisant les soins tertiaires dans les régions du nord et du sud.

Le prêt de 86 millions d'euros accordé par la CEB au gouvernement de la République de Moldova finance plus de 80% des coûts liés à la construction d'un nouvel hôpital régional dans la ville de Bălți, au nord du pays, dans le

cadre de ce processus de réforme plus large. Le nouvel hôpital régional, d'une capacité de 340 lits d'hospitalisation complète et 78 lits de soins ambulatoires, fournira des soins tertiaires spécialisés, y compris des services oncologiques, ainsi qu'une formation médicale pour environ 150 étudiants en médecine. Desservant une population estimée à 900 000 habitants dans le nord du pays, l'hôpital facilitera l'accès à des services de soins médicaux très modernes dotés d'équipements de pointe, et améliorera les délais de prise en charge des patients.



## PROMOUVOIR DES CADRES DE VIE INCLUSIFS ET RÉSILIENTS

L'investissement dans le logement social et abordable pour les populations vulnérables, en particulier les personnes déplacées, sans-abri et âgées, ainsi que les étudiants, les migrants et les réfugiés, est devenu une caractéristique de la CEB. Cette approche vise à réduire la pauvreté résidentielle et à favoriser le développement de quartiers inclusifs et mixtes. La CEB travaille avec des entités nationales et infranationales du secteur public et des organisations à but non lucratif, en plus de mobiliser des investisseurs privés. Les investissements de la Banque, notamment pour la promotion de la protection de l'environnement, renforcent la résilience des communautés urbaines, rurales et régionales.

En 2023, la CEB a approuvé six prêts dans cinq pays, pour un montant total avoisinant 375 millions d'euros, dédiés au logement social et abordable. En outre, 13 nouveaux prêts dans huit pays, représentant une enveloppe de 867 millions d'euros, ont ciblé le développement urbain, rural et régional. Ces initiatives ont été complétées par quatre prêts dans autant de pays, pour un montant total de 164 millions d'euros, en faveur de la protection de l'environnement. Des exemples de prêts de la CEB destinés à des réseaux d'assainissement à Chypre et des logements abordables et économes en énergie en Allemagne sont détaillés ci-dessous.

## Construire des réseaux d'assainissement résilients à Chypre

Chypre possède un climat semi-aride avec des ressources en eau limitées en raison de la faible pluviométrie et de la vulnérabilité aux sécheresses. C'est pourquoi le pays a l'un des niveaux de stress hydrique les plus élevés au monde – une situation qui devrait encore se détériorer en raison du changement climatique. Le traitement et la réutilisation des eaux usées sont essentiels pour économiser les ressources en eau limitées de l'île, et apportent divers avantages sociaux et environnementaux. Si les principaux centres-villes sont correctement couverts par des systèmes de traitement des eaux usées urbaines, de grandes lacunes subsistent, en particulier à la périphérie des zones urbaines. En outre, le pays s'efforce de se conformer à la directive européenne sur le traitement des eaux urbaines résiduaires, comme l'illustre le cas de Larnaca, troisième ville du pays.

Le prêt de 48 millions d'euros accordé par la CEB au Larnaca Sewerage and Drainage Board contribuera à raccorder des zones suburbaines mal desservies au réseau intégré d'assainissement urbain, ce qui permettra de remédier aux inégalités territoriales, d'améliorer la qualité de vie des habitants de la ville et de renforcer la cohésion sociale. En outre, le traitement approprié des eaux usées, leur stockage et leur réutilisation pour l'irrigation contribueront à la gestion durable des ressources en eau



© SpiritArt/Shutterstock

limitées et amélioreront la protection de l'environnement, une condition nécessaire pour préserver le développement socio-économique à long terme. À son achèvement, le projet devrait répondre aux besoins d'environ 32 000 habitants, complétant ainsi les investissements entrepris avec le [soutien de la CEB depuis les années 1990](#).



## Vers des logements abordables en Allemagne

La forte croissance de la population à Berlin au cours de la dernière décennie et l'offre limitée de logements ont entraîné des augmentations record des loyers dans la ville, rendant le logement inabordable pour les personnes à faible revenu et d'autres segments vulnérables de la population.

Le prêt de 100 millions d'euros de la CEB permettra de soutenir l'expansion des services de la plus grande société municipale de logement berlinoise, HOWOGE Wohnungsbaugesellschaft mbH, afin de fournir 1 394 logements sociaux abordables et modernes supplémentaires dans le cadre de sa *Neubauoffensive*, ou nouvelle initiative de construction. Grâce à une conception ciblée, à une attribution minutieuse des unités résidentielles, à un plafonnement des loyers et à un accompagnement des locataires, le projet s'adresse aux habitants les plus vulnérables de la ville, notamment aux personnes originaires d'Ukraine déplacées par la guerre. L'approche de HOWOGE



© HOWOGE

reconnaît l'importance du lien entre cohésion sociale et climat, et privilégie des normes de construction à haute efficacité énergétique, qui réduiront les coûts pour les locataires ainsi que les émissions de CO<sub>2</sub> des bâtiments.



## SOUTENIR L'EMPLOI ET L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Les TPE-PME sont des moteurs d'emploi et de cohésion sociale dans toute l'Europe. La CEB finance les besoins des TPE-PME par le biais d'institutions financières intermédiaires. Elle développe également ses prêts aux institutions de microfinance (IMF) pour soutenir les microcrédits commerciaux et personnels à vocation sociale, afin notamment d'améliorer les logements pour réduire les coûts énergétiques. Elle s'efforce de soutenir les petites IMF spécialisées qui n'ont pas nécessairement accès aux ressources d'autres prêteurs en raison de la nature coûteuse et risquée de leurs activités. La collaboration avec les IMF peut contribuer à stimuler les économies locales et la cohésion sociale, ainsi qu'à promouvoir l'efficacité énergétique et l'adaptation au changement climatique.

Grâce à cet engagement, la Banque a financé en 2023 plus de 200 millions d'euros de prêts pour stimuler la microfinance dans six pays différents, ainsi que 580 millions d'euros à travers six prêts pour aider à améliorer l'accès au crédit des TPE-PME dans quatre pays. Des exemples de projets de la CEB en Macédoine du Nord et en Hongrie sont détaillés ci-dessous, et d'autres exemples disponibles figurent dans la section Aperçus à la fin de ce rapport.

### Soutenir l'inclusion financière et sociale en Macédoine du Nord grâce au microcrédit

La Macédoine du Nord fait partie des États membres de la CEB les moins développés, avec un taux de chômage à deux chiffres et un tiers de la population menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale. Les femmes restent sous-représentées sur le marché du travail, en particulier dans les zones rurales. La Macédoine du Nord abrite également l'une des plus grandes communautés Rom d'Europe, qui a souvent du mal à trouver un emploi formel ou à créer des entreprises.

Le prêt de 2 millions d'euros accordé par la CEB à [Horizonti Microcredit Foundation](#) vise à soutenir l'embauche et

créer des emplois en facilitant l'accès au crédit des micro-entrepreneurs et des agriculteurs exclus du système bancaire classique. Conformément à la mission de la fondation, qui consiste à soutenir l'inclusion financière des groupes les plus vulnérables de la société, au moins 20% du prêt devraient être alloués à des micro-entrepreneurs roms, et environ 80% des emprunteurs d'Horizonti devraient être des femmes. Ce nouveau prêt succède à la mise en œuvre réussie d'un [programme d'un million d'euros, approuvé en 2021](#), et reflète l'engagement stratégique de la CEB à renforcer la résilience au niveau local.



© CEB



© Bernadett Szabo/Reuters

## Micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME), protection de l'emploi et atténuation du changement climatique en Hongrie

Les TPE-PME constituent la pierre angulaire de l'économie hongroise, employant près de 70% de la main-d'œuvre totale, soit un niveau nettement supérieur à de nombreux pays européens. Cependant, les TPE-PME hongroises sont confrontées à des obstacles financiers considérables, principalement en raison des taux d'intérêt élevés du marché, qui rendent le coût de l'emprunt prohibitif pour de nombreuses d'entre elles. De plus, les défis économiques mondiaux, notamment la crise de l'énergie, ont également affecté l'économie locale, exerçant une pression supplémentaire sur les entreprises et les ménages.

En réponse à ces défis, la CEB a accordé un prêt de 50 millions d'euros à la Banque hongroise de développement (MFB) pour partiellement financer son programme pilote de prêts pour l'efficacité énergétique. Cette initiative aide les TPE-PME à réaliser des investissements éligibles axés sur la production d'énergie renouvelable et l'amélioration de l'efficacité énergétique dans leurs opérations.

Ce programme est non seulement essentiel pour préserver les emplois existants et potentiels, qui sont menacés par la crise énergétique et les conditions de financement strictes, mais il renforce également l'engagement de la CEB en faveur du développement durable. Le prêt témoigne du partenariat durable entre la CEB et la MFB, marqué par dix précédents prêts.

En 2023, le prêt MFB a été l'un des deux projets approuvés par la CEB pour la Hongrie. Le second prêt est également dédié au renforcement des TPE-PME, et se concentre sur le soutien aux entreprises tournées vers l'exportation, notamment celles qui sont dirigées par des femmes (voir [Aperçus, page 44](#)).



**Le prêt est plus particulièrement destiné aux TPE-PME tournées vers l'exportation.**



# Programme de développement durable à l'horizon 2030

Engagés pour les Objectifs de développement durable des Nations Unies

La CEB soutient les efforts de ses États membres pour remplir leurs engagements dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Guidée par son Cadre Stratégique 2023-2027, la Banque accorde une priorité aux Objectifs de développement durable (ODD) les plus proches de sa mission sociale et de ses secteurs d'opération (voir [Le Cadre Stratégique en action, page 14](#)). Cette priorisation peut contribuer à stimuler les progrès, qui, selon les Nations Unies, ont stagné ou se sont inversés dans de nombreux domaines clés de l'Agenda 2030, notamment la pauvreté, la faim et le climat.<sup>1</sup> Alors que 2030 se profile à l'horizon, environ un cinquième de la population européenne reste exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Les Nations Unies ont appelé tous les pays et les acteurs internationaux du développement à redoubler d'efforts afin de ne laisser personne de côté.

Depuis janvier 2020, la CEB examine tous les projets qui lui sont soumis pour financement en fonction des ODD prioritaires. En outre, sur le plan du financement, la CEB suit explicitement les ODD dans le cadre de son rapport sur l'impact de l'Obligation d'inclusion sociale (voir le [Rapport sur l'Obligation d'inclusion sociale \(2022\)](#)).

Voici quelques caractéristiques des projets de la CEB en matière d'ODD en 2023 :

- Chacun des 48 projets de prêts était lié au moins à l'un des deux ODD suivants : 25% des projets à l'ODD 1 (Pas de pauvreté) et 92% des projets à l'ODD 10 (Inégalités réduites)
- La moitié des projets ont contribué à l'ODD 11 (Villes durables)
- Un tiers des projets a contribué à la réalisation de l'ODD 3 (Bonne santé) ou de l'ODD 13 (Action pour le climat), respectivement, contre un quart au cours des trois années précédentes
- Un quart des projets était lié à l'ODD 4 (Éducation de qualité), à l'ODD 5 (Égalité des sexes) ou à l'ODD 8 (Travail décent).

1. Nations Unies, *Rapport sur les objectifs de développement durable 2023 : Édition spéciale, Vers un plan de sauvetage pour les peuples et la planète*, juin 2023.

## Projets CEB approuvés et ODD

NB : Les chevauchements rendent compte du fait que les projets soutiennent plusieurs ODD.

|                                                                                     |                                 | 2023                                              |                                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|
|                                                                                     |                                 | Nombre de projets approuvés supportant chaque ODD | % de projets approuvés supportant chaque ODD |
|    | ODD 10<br>Inégalités réduites   | 44                                                | 92                                           |
|    | ODD 1<br>Pas de pauvreté        | 12                                                | 25                                           |
|  | ODD 5<br>Égalité des sexes      | 5                                                 | 25                                           |
|  | ODD 13<br>Action pour le climat | 17                                                | 35                                           |
|  | ODD 3<br>Bonne santé            | 16                                                | 33                                           |
|  | ODD 4<br>Éducation de qualité   | 12                                                | 25                                           |
|  | ODD 6<br>Eau potable            | 3                                                 | 6                                            |
|  | ODD 8<br>Travail décent         | 13                                                | 27                                           |
|  | ODD 11<br>Villes durables       | 21                                                | 44                                           |
|  | ODD 16<br>Paix et Justice       | 0                                                 | 0                                            |

Lire le Rapport sur la durabilité 2023 sur : <https://coebank.org/fr/about/sustainability/>

## Fonds fiduciaires

# Fonds fiduciaires en faveur de l'action sociale de la CEB

Les fonds fiduciaires, financés par les donateurs et les bénéfices de la Banque, sont essentiels au mandat social de la CEB. Ils lui permettent de s'engager davantage dans des initiatives à fort impact, comme des projets de microfinance, ou de fournir un soutien supplémentaire, notamment une assistance technique et des dons d'investissement



## Données clés pour 2023



En 2023, les contributions aux fonds fiduciaires de la CEB se sont élevées à 48 millions d'euros, dont 40 millions d'euros de l'UE, 3 millions d'euros de l'Allemagne, de la Lituanie et de la République tchèque, et 5 millions d'euros provenant des bénéfices de la Banque en 2022. La Banque a utilisé ses fonds fiduciaires pour approuver 31 millions d'euros de dons et garantir 24 millions d'euros de prêts de la CEB.

Fin 2023, l'UE reste le plus grand donateur de la CEB, ayant versé un total de 699 millions d'euros, soit 75% du total des contributions aux fonds fiduciaires de la CEB depuis leur création en 1996. Les trois plus grands États donateurs sont l'Allemagne (22 millions d'euros), la Norvège (16 millions d'euros) et les États-Unis, qui ne sont pas

membre (24 millions d'euros). La CEB continue d'accueillir les contributions supplémentaires des donateurs afin d'accroître son soutien aux projets à fort impact.

Voici une sélection d'exemples illustrant les résultats concrets de ces fonds fiduciaires :

### Remise en état de maisons endommagées par la guerre en Ukraine

En juillet 2023, la CEB a approuvé son premier don destiné à l'Ukraine – un mois après que le pays est devenu un État membre de la CEB. Le don de 2 millions d'euros accordé à Catholic Relief Service aide à financer la remise en état de maisons endommagées par l'agression russe, qu'il s'agisse



"Nous ne savions pas ce que signifie avoir sa propre maison ; il est difficile de décrire la sensation de n'avoir rien, et de soudain avoir tout", déclare [Damir Barucic](#), de Bosnie-Herzégovine, dont la famille a bénéficié du Programme régional de logement. Pour lire cette histoire et d'autres témoignages sur le RHP (voir [regionalhousingprogramme.org/media/films/](https://regionalhousingprogramme.org/media/films/)).

de remplacer des fenêtres et des portes ou de réparer des fissures dans les murs et les toits. Ce don devrait bénéficier à plus de 500 ménages vulnérables, notamment des personnes âgées.

Depuis l'agression de la Russie contre l'Ukraine en février 2022, la Banque a approuvé un total de 9,6 millions d'euros de dons pour soutenir des projets liés à l'Ukraine, y compris pour les États membres voisins accueillant des réfugiés. Ces dons sont principalement financés par deux fonds fiduciaires de la CEB, le **Fonds pour les migrants et les réfugiés**, créé en 2015, et le **Fonds solidarité Ukraine**, mis en place en 2022.

### Le Programme régional de logement fournit des logements à 36 000 personnes déplacées dans les Balkans occidentaux

Le **Programme régional de logement (RHP)** s'est officiellement achevé en 2023, après plus d'une décennie d'activité. Depuis le lancement en 2012 de cette initiative conjointe de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Monténégro et de la Serbie, 31 projets ont été achevés, fournissant environ 11 300 logements à 36 000 personnes vulnérables des Balkans occidentaux, déplacées par la guerre en ex-Yougoslavie dans les années 1990. Certaines de ces personnes se sont réunies avec d'autres parties prenantes pour célébrer le succès du RHP près de Sarajevo en novembre, pour ce que la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a décrit comme **"un moment émouvant"**. Le programme a été rendu possible grâce aux contributions de la communauté internationale,

**11 300  
maisons**

**livrées dans le cadre du  
Programme régional  
de logement**

avec 238 millions d'euros fournis par l'UE, plus grand donateur du RHP. Parmi les autres donateurs figurent une douzaine de pays membres de la CEB, comme l'Allemagne, la Norvège, la Suisse et l'Italie. Les États-Unis, qui ne sont pas membre de la Banque, ont également fait don de 24 millions d'euros. Le programme, auquel ont participé la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et l'OSCE, a été célébré comme un modèle de réconciliation et de restauration post-conflit, illustrant ce qui peut être réalisé grâce à la coopération régionale, à l'engagement des bénéficiaires et au soutien de la communauté internationale.

Pour voir le film de la conférence finale :  
<https://regionalhousingprogramme.org/>

### Les tremblements de terre en Türkiye suscitent la création d'un nouveau fonds

Après d'importants tremblements de terre en Türkiye et Syrie le 6 février 2023, qui ont causé des dégâts considérables, des dizaines de milliers de morts et des déplacements de population à grande échelle, la CEB a réagi rapidement. Elle a apporté un soutien d'urgence à la Türkiye, notamment un **prêt de 250 millions d'euros** pour aider à restaurer le système de santé dans la région touchée (voir l'**Encadré, page 12**). Elle a également créé un **Fonds prévention et relèvement de catastrophes**, qui sollicite des contributions des donateurs.

Ce nouveau fonds fiduciaire aidera les États membres de la CEB à se préparer ou à réagir aux catastrophes naturelles et environnementales. Il peut être utilisé pour fournir une assistance humanitaire, ainsi que pour soutenir les efforts de reconstruction et les initiatives de prévention des catastrophes. Le **Compte de dividendes sociaux** de la CEB a alloué 3 millions d'euros au nouveau fonds à titre de financement d'amorçage et pour démarrer les actions de soutien.

### Un nouveau campus universitaire en Serbie

L'université de Belgrade, la plus ancienne de Serbie, a besoin d'être modernisée de toute urgence. Ses bâtiments sont exigus et obsolètes, et ne répondent pas aux normes de sécurité et d'énergie requises pour une population étudiante croissante. Pour aider les autorités serbes à répondre à ce besoin urgent d'infrastructures, la CEB a levé 21 millions d'euros auprès du **Cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux (WBIF)** en août 2023. Le projet comprend la construction d'un nouveau centre universitaire et la réhabilitation de plusieurs bâtiments pour créer un nouveau campus de 123 000 mètres carrés. Celui-ci améliorera les conditions d'apprentissage d'environ 15 000 étudiants, facilitera l'accessibilité pour les étudiants en situation de handicap, et adoptera une construction et des technologies économes en énergie.

Le don du WBIF contribuera à des investissements d'efficacité énergétique et à une assistance technique. Il complète un prêt de 95 millions d'euros de la CEB, et réduit le coût du projet pour les autorités serbes. Un premier lot d'assistance technique de 0,5 million d'euros a été fourni par le WBIF pour aider la Serbie à préparer le projet.

Pour plus d'informations, voir [coebank.org/fr/partnering-with-donors/donors/](https://coebank.org/fr/partnering-with-donors/donors/)

# Partenariats

Renforçant l'efficacité de la CEB, les partenariats sont essentiels pour accomplir la mission sociale de la Banque. Ils permettent également le partage des connaissances et des bonnes pratiques, et étayent l'action multilatérale.



Le Gouverneur Monticelli en compagnie de la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, de représentants des autorités locales et de bénéficiaires lors d'une cérémonie du Programme régional de logement en Bosnie-Herzégovine, novembre 2023. © Danijel Ilic/CEB

Le partenariat durable de la CEB avec l'Union européenne est d'une importance stratégique pour aller plus loin et faire davantage pour soutenir la cohésion sociale.

## InvestEU

La collaboration de la CEB avec InvestEU a continué de se renforcer et de se développer en 2023, avec le lancement de 370 millions d'euros d'investissements de la CEB en faveur du logement social, de la formation et des entreprises sociales, soutenus par l'**accord de garantie InvestEU**, que la Banque a signé avec la Commission en 2022 et qui permet un total d'investissements (comprenant les cofinancements de l'UE) d'environ 740 millions d'euros. Un accord de contribution d'environ 10 millions d'euros a été signé pour soutenir la fourniture par la CEB de services

de renforcement des compétences dans le cadre de la **Plateforme de conseil InvestEU**, à laquelle la Banque a adhéré en 2023. Grâce à ce double partenariat, la CEB peut concrétiser le soutien de l'UE en améliorant l'accès au financement et en fournissant une assistance technique à ses contreparties.

La microfinance et les entreprises sociales, en particulier pour les groupes vulnérables qui n'ont pas accès au crédit des banques commerciales, représente un secteur d'importance croissante, ainsi qu'une priorité du Cadre Stratégique 2023-2027 de la CEB. Une opération-cadre approuvée avec la Commission européenne en février permet à la Banque d'intensifier son soutien à la microfinance et au financement de l'économie sociale

avec des montants de prêts plus élevés dans tous les États membres de l'UE et de la CEB, grâce à la garantie InvestEU.

Dans le cadre du volet "investissement social et compétences" d'InvestEU, cinq nouveaux prêts de la CEB – en Espagne, France, Irlande et Roumanie – ont été approuvés par le Comité d'investissement d'InvestEU, et couvrent les secteurs du logement social et abordable, de l'éducation, de l'emploi et des compétences, ainsi que de la santé.

L'approche unique de la garantie InvestEU permet également à la CEB d'étendre le financement à de nouveaux types de partenaires, qui pourraient autrement ne pas être éligibles aux prêts de la CEB. Par exemple, la Banque a accordé un prêt de 13,5 millions d'euros à la Fondation Apprentis d'Auteuil, l'une des plus anciennes fondations françaises soutenant la protection de l'enfance et l'inclusion sociale. La Fondation comprend un lycée, des établissements de formation professionnelle, un internat, un foyer pour enfants, un centre de jour, et un centre d'accueil d'urgence. En finançant la modernisation du campus scolaire de la Fondation près de Paris, le prêt permettra également d'étendre son programme pour atteindre davantage de jeunes vulnérables, et les former à l'artisanat et à d'autres compétences.

Devenue partenaire consultatif de la Plateforme de conseil InvestEU en janvier, la CEB a commandé une étude pour évaluer les besoins d'investissement en infrastructures

du secteur social dans neuf pays de l'UE. L'étude sera publiée en 2024, et la CEB continuera à soutenir l'identification, la préparation et le développement de projets d'investissement dans l'ensemble des pays de l'UE sélectionnés.

### **Banques multilatérales de développement : du climat à la passation de marchés**

Les partenariats avec les BMD homologues rassemblent différents réseaux, expertises et compétences, et permettent à la CEB de contribuer aux efforts conjoints pour relever les défis mondiaux, tels que le développement durable et le changement climatique, qui nécessitent de mener des actions sociales.

Au cours de l'année 2023, les gouvernements, notamment sous l'impulsion du G20, ont appelé les BMD à renforcer leurs actions individuelles et collectives en matière de développement durable et de lutte contre le changement climatique. Le Gouverneur Monticelli, ainsi que d'autres dirigeants de BMD, ont signé une [déclaration commune](#) à l'occasion des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Marrakech en octobre, s'engageant à renforcer leur "collaboration et leurs actions individuelles pour un plus grand impact". Une autre déclaration commune a suivi, soulignant la coordination des actions liées au climat et au développement, lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP28) qui s'est tenue à Dubaï en décembre ([disponible ici](#)).



Le Gouverneur Monticelli avec les autres dirigeants de BMD lors des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Marrakech, en octobre 2023. © Banque mondiale

Le renforcement de la coopération avec les banques multilatérales de développement, les banques nationales et régionales de développement et les institutions partenaires internationales a également accru les possibilités de cofinancement de projets. En 2023, près d'un quart des prêts nouvellement approuvés par la CEB ont bénéficié du cofinancement d'autres organismes de prêt.

La CEB a également fait équipe avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque mondiale pour faire progresser une approche commune visant à [harmoniser les pratiques de passation des marchés publics](#) pour les investissements du secteur public financés par les BMD en Ukraine. Les coûts de reconstruction pour l'Ukraine seront énormes, la Banque mondiale estimant en février 2024 les besoins à environ 486 milliards de dollars sur dix ans. Un Mémoire d'intention signé par les dirigeants des quatre BMD à Marrakech prévoit d'établir des procédures de gestion des investissements, incluant des pratiques de passation de marchés transparentes et simples, répondant à la fois aux attentes de l'Ukraine et des donateurs, tout en exerçant un contrôle fiduciaire approprié.

De manière plus générale, les marchés publics représentent un sujet en constante évolution pour les projets d'investissement, et en 2023, la CEB a activement contribué, aux côtés de la BEI, de la BERD, de l'OCDE et d'autres, à l'initiative [MAPS](#) (*Methodology for Assessing Procurement Systems*), outil unique existant permettant d'évaluer les systèmes de passation des marchés publics dans leur intégralité. La méthodologie permet d'identifier ce qui fonctionne afin de soutenir des réformes plus efficaces et d'améliorer les systèmes publics. La CEB a contribué à plusieurs initiatives de réseau au cours de l'année, notamment en ce qui concerne les marchés publics durables.

### Engagement plus large

La Banque a continué de jouer un rôle actif au sein du **Sommet Finance en Commun**, une coalition mondiale créée en 2020 pour renforcer la coopération entre les banques publiques de développement du monde entier, notamment les banques nationales de promotion économique, dans la perspective de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Accord de Paris sur le climat. La CEB a confirmé que la Coalition pour l'investissement social, qu'elle codirige avec l'Agence française de développement (AFD), unirait ses forces à celles de l'International Development Finance Club (IDFC) pour renforcer les efforts en faveur de l'alignement sur les ODD.

En décembre, la CEB a rejoint d'autres BMD, des organisations internationales, des gouvernements et des groupes de la société civile au [Forum mondial sur les réfugiés](#), pour s'engager à renforcer les partenariats avec des organisations stratégiques comme l'OIM et le HCR, et à collaborer à travers la plateforme de coordination des BMD sur les migrations économiques et les déplacements forcés, à laquelle la CEB a adhéré en 2022.

La CEB a également continué à s'engager auprès des banques nationales de développement, en signant par exemple un protocole d'accord avec le **Groupe Caisse des Dépôts** (CDC) en octobre pour renforcer le partenariat CEB-CDC.



**L'engagement à grande échelle est indispensable pour améliorer les connaissances opérationnelles et techniques afin d'améliorer la qualité des investissements.**

Pour la Banque, cet engagement à grande échelle est inestimable pour renforcer les connaissances opérationnelles et techniques afin d'améliorer la qualité des investissements. Par exemple, elle participe au **Network on Effective Learning Environment**, dont la réunion annuelle en mars rassemble des experts en éducation des principales institutions financières européennes pour échanger des informations sur le financement des projets éducatifs et identifier les potentiels domaines de collaboration. La CEB a mené des efforts pour améliorer les environnements d'apprentissage, notamment par le biais de projets pilotes sur la mise en œuvre du cadre "Construire l'éducation", notamment en [Italie](#) et en [Finlande](#).

**Le sans-abrisme** est une question de plus en plus préoccupante en Europe, et la Banque soutient activement les membres de la [Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme](#) (EPOCH) pour recenser les possibilités de financement et élaborer des projets, dans le cadre d'un groupe de travail spécifique coprésidé par la Commission européenne.

En 2023, la CEB a en outre participé à plusieurs événements dédiés à la **microfinance**. En juin, le Gouverneur Monticelli a prononcé le [discours d'ouverture](#) de la conférence du 20ème anniversaire du Réseau européen de la microfinance à Paris. La Banque a également participé à la 25ème conférence annuelle du *Microfinance Centre* en mai, qui s'intéressait à la manière dont la microfinance dédiée aux investissements sociaux peut répondre à des défis tels que le changement technologique, l'avenir du travail, les conflits politiques et l'insécurité mondiale.

**La CEB en 2023**

# Activités financières

L'environnement incertain et quelque peu difficile des marchés financiers internationaux qui a caractérisé l'année 2022 s'est poursuivi en 2023. L'inflation moyenne en Europe a diminué, reflétant en grande partie la baisse des prix de l'énergie, mais la persistance des pressions sous-jacentes sur les prix a maintenu les taux d'intérêt à un niveau élevé. Malgré ces conditions restrictives, la CEB a pu obtenir les fonds nécessaires au financement de ses activités, tout en honorant ses échéances de remboursement de dettes et en maintenant ses liquidités.



## Portefeuilles de trésorerie

Les actifs figurant au bilan de la Banque comprennent quatre Portefeuilles de trésorerie, dont un Portefeuille monétaire et trois Portefeuilles de titres pour ses liquidités à court, moyen et long terme :

- **Le Portefeuille monétaire est composé de placements à court terme ayant une maturité inférieure ou égale à un an.** L'objectif de ce portefeuille est d'assurer la gestion quotidienne des flux de trésorerie dans toutes les devises concernées. Les placements à court terme dont la maturité est inférieure ou égale à trois mois doivent avoir pour note minimale BBB+ au moment de l'achat. Les placements à court terme dont la maturité est comprise entre trois mois et un an doivent être notés au moins A- à la date d'achat.

Au 31 décembre 2023, la valeur totale des placements à court terme dans ce portefeuille était de 6 365 millions d'euros.

- **Le Portefeuille de titres de liquidité à court terme se compose de titres à court terme dont la maturité est inférieure ou égale à un an.** Alternative aux dépôts bancaires, ces titres complètent le Portefeuille monétaire en renforçant la position de liquidité à court terme de la Banque.

La note minimale exigée à la date d'achat est BBB pour les obligations souveraines à court terme dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois, et A- pour les titres dont la maturité est comprise entre trois mois et un an.

Au 31 décembre 2023, la valeur totale des titres à court terme de ce portefeuille s'élevait à 1 150 millions d'euros.

- **Le Portefeuille de titres de liquidité à moyen terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 15 ans.**

L'objectif de ce portefeuille est de renforcer la position de liquidité de la Banque, tout en dégagant un rendement satisfaisant.

Les titres à moyen terme doivent avoir une notation minimale de A+ à la date d'achat.

Au 31 décembre 2023, la valeur totale des titres de ce portefeuille s'élevait à 1 840 millions d'euros.

- **Le Portefeuille de titres de liquidité à long terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 30 ans.**

Les titres de ce portefeuille sont principalement destinés à fournir à la Banque des produits d'intérêt stables. Ils doivent avoir pour note minimale A+ à la date d'achat.

Au 31 décembre 2023, la valeur totale des titres de ce portefeuille s'élevait à 1 781 millions d'euros.

## Produits dérivés

Conformément à la Politique financière et de gestion des risques adoptée par le Conseil d'administration de la CEB, la Banque utilise des produits dérivés dans le but de couvrir les risques de marché résultant de ses opérations de prêt, d'investissement et de financement.

Au 31 décembre 2023, la ventilation des produits dérivés par type de couverture était de 60% pour les émissions obligataires, 34% pour les prêts et 4% pour les titres détenus par la Banque.

Afin de se prémunir des risques inhérents à chacun de ces instruments financiers, la Banque a mis en place une politique de gestion des risques rigoureuse, dont les principes sont présentés dans la Note B des états financiers annuels.

## Financement de l'activité en 2023

### Opérations d'emprunt

La CEB émet des obligations sur les marchés de capitaux internationaux dans le cadre de l'autorisation d'emprunt annuelle fixée par le Conseil d'administration. La Banque a emprunté un total de 6,98 milliards d'euros, soit 99,7% de son autorisation d'emprunt d'un montant de 7 milliards d'euros pour 2023, son volume d'emprunt le plus élevé. Ce montant a été financé par le biais de 29 opérations de financement (le nombre le plus élevé depuis 2000) d'une échéance d'un an ou plus et dans un nombre record de neuf devises différentes. Le volume de financement est supérieur d'un milliard d'euros à celui de 2022, la Banque ayant alors emprunté 5,99 milliards. Le programme de financement 2023 répondait à trois objectifs principaux :

- couvrir les besoins induits par l'activité de prêt de la Banque ;
- permettre à la Banque d'honorer ses échéances de remboursement de dettes ; et
- permettre à la Banque de maintenir ses liquidités au niveau fixé par le Conseil d'administration.

Pour assurer le financement nécessaire à ses activités, la Banque continue de combiner des opérations plus grandes, dites de référence (*benchmark*) dans les principales devises et s'adressant un large panel d'investisseurs institutionnels, avec des émissions obligataires plus petites dans une devise donnée ou avec une structure spécifique conçue pour répondre à des demandes particulières d'investisseurs.<sup>1</sup>

En 2023, 45,8% des fonds levés par la CEB étaient libellés en euro (EUR), 26,4% en dollar américain (USD), 15,6% en livre sterling (GBP), 3,3% en dollar de Hong Kong (HKD), 3% en dollar canadien (CAD), 2,9% en franc suisse (CHF), 1,8% en lire turque (TRY), 0,8% en couronne suédoise (SEK) et 0,4% en dollar australien (AUD). Ces opérations ont permis à la Banque de diversifier les marchés sur lesquels elle finance ses activités et d'élargir sa base d'investisseurs.

Pour la première fois au cours d'une année civile, la CEB a émis cinq émissions benchmark d'un milliard sur les marchés de l'EUR (trois) et de l'USD (deux). Sept transactions ont été effectuées en EUR, dont une émission benchmark de EUR 1 milliard à dix ans en janvier, une émission benchmark d'Obligations d'inclusion sociale de EUR 1 milliard à sept ans en avril, et une émission benchmark de EUR 1 milliard à cinq ans en septembre 2023. De plus, une émission benchmark de USD 1 milliard à cinq ans en janvier et une émission benchmark d'Obligations d'inclusion sociale de EUR 1 milliard à trois ans ont été effectuées en mai 2023.

En GBP, six transactions ont été effectuées, dont une émission benchmark à trois ans de GBP 500 millions en janvier et une réouverture à trois ans de GBP 250 millions en septembre 2023.

Ainsi, les marchés de l'euro, du dollar US et de la livre sterling ont été les plus importants en termes de volumes de financement en 2023.

En outre, la CEB a étendu le label Obligations d'inclusion sociale à trois nouvelles devises (SEK, CAD et AUD). Il convient également de noter la première transaction en CHF de la Banque depuis 2014, une émission benchmark de CHF 200 millions à six ans effectuée en juin 2023.

Au total, la CEB a émis 2,3 milliards d'euros d'Obligations d'inclusion sociale en 2023, un nouveau record et son montant le plus élevé pour un exercice donné.



**En 2023, la CEB a étendu le label Obligations d'inclusion sociale à trois nouvelles devises.**

1. Les émissions benchmark sont des émissions de grande taille : sur les marchés de l'EUR et de l'USD, les émissions benchmark sont généralement d'une valeur de 1 milliard ou plus ; sur le marché de la GBP, les transactions égales ou supérieures à GBP 250 millions sont considérées comme des émissions benchmark.

## Emprunts lancés en 2023

| Date de versement | Date de maturité | Devise | Durée (en années) | Montant nominal (en millions) | Chef(s) de file     |
|-------------------|------------------|--------|-------------------|-------------------------------|---------------------|
| 11/01/2023        | 16/03/2026       | GBP    | 3                 | 500                           | BoA/NatWest/RBC     |
| 17/01/2023        | 17/01/2033       | EUR    | 10                | 1 000                         | BoA/Citi/CACIB/DB   |
| 26/01/2023        | 26/01/2028       | HKD    | 5                 | 500                           | HSBC                |
| 26/01/2023        | 26/01/2028       | USD    | 5                 | 1 000                         | BARC/BNP/GS/RBC     |
| 09/02/2023        | 09/04/2027       | EUR    | 4                 | 75                            | RABO                |
| 17/02/2023        | 10/03/2027       | EUR    | 4                 | 50                            | RBC                 |
| 21/02/2023        | 24/01/2028       | EUR    | 5                 | 50                            | COBA                |
| 27/02/2023        | 14/02/2026       | TRY    | 3                 | 565                           | JPM                 |
| 27/02/2023        | 24/01/2028       | EUR    | 5                 | 25                            | Natixis             |
| 28/02/2023        | 28/02/2027       | TRY    | 4                 | 500                           | MS                  |
| 03/03/2023        | 03/09/2027       | TRY    | 5                 | 535                           | JPM                 |
| 06/03/2023        | 06/03/2028       | TRY    | 5                 | 500                           | BNP                 |
| 16/03/2023        | 16/03/2027       | HKD    | 4                 | 500                           | HSBC                |
| 13/03/2023        | 22/03/2027       | TRY    | 4                 | 500                           | DB                  |
| 13/04/2023        | 13/04/2030       | EUR    | 7                 | 1 000                         | HSBC, ING, SG, TD   |
| 05/05/2023        | 05/05/2027       | HKD    | 4                 | 400                           | BoA                 |
| 05/05/2023        | 05/05/2028       | SEK    | 5                 | 650                           | Swedbank            |
| 15/05/2023        | 22/07/2027       | GBP    | 4                 | 50                            | Santander           |
| 17/05/2023        | 10/05/2027       | GBP    | 4                 | 50                            | DB                  |
| 25/05/2023        | 25/05/2026       | USD    | 3                 | 1 000                         | CACIB/NWM/MS/NMRA   |
| 30/06/2023        | 30/06/2029       | CHF    | 6                 | 200                           | BNPP/Commerzbank    |
| 05/07/2023        | 05/07/2027       | HKD    | 4                 | 300                           | TD                  |
| 13/07/2023        | 13/01/2027       | CAD    | 4                 | 300                           | Scotia/RBC/BMO/CIBC |
| 17/07/2023        | 04/01/2027       | HKD    | 3                 | 250                           | BoA                 |
| 13/09/2023        | 13/09/2028       | EUR    | 5                 | 1 000                         | BoA/DZ/JPM/Natixis  |
| 27/09/2023        | 15/09/2026       | GBP    | 3                 | 250                           | RBC/Citi/Barclays   |
| 12/10/2023        | 12/10/2038       | AUD    | 15                | 40                            | Daiwa               |
| 23/11/2023        | 15/09/2026       | GBP    | 3                 | 50                            | Santander           |
| 24/11/2023        | 16/03/2026       | GBP    | 2                 | 50                            | Banque de Montréal  |

Après prise en compte des swaps, le montant total des fonds empruntés a été libellé en euros. La durée moyenne des émissions lancées dans le cadre de l'autorisation d'emprunt pour 2023 était de 5,4 ans, ce qui est globalement similaire à 2022. Le tableau ci-dessous reprend le détail des fonds levés dans leur devise d'origine.

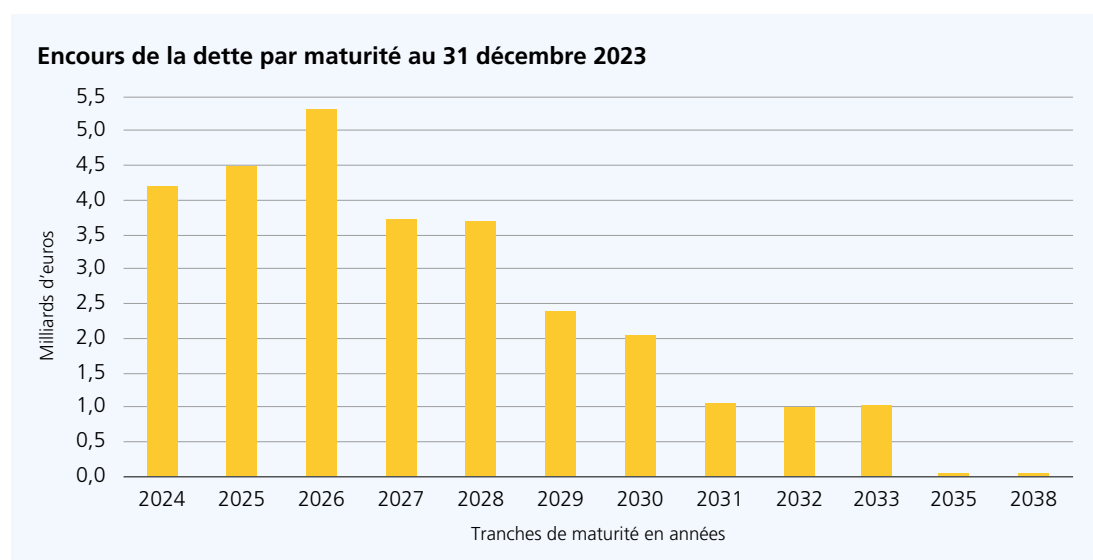
En 2023, 63,4% des émissions du programme d'emprunt avaient des échéances d'environ cinq ans ou plus, en légère hausse par rapport à 2022 (61,3%). Cela permet d'assurer le refinancement des prêts de la Banque et d'éviter les décalages de trésorerie sur les exercices à venir.

Le programme MTN multidevises a été mis à jour en décembre 2023 pour adapter la documentation aux évolutions réglementaires des marchés financiers, afin de permettre l'émission d'obligations mentionnant deux taux de référence supplémentaires et d'inclure l'option d'effectuer des placements privés auprès d'investisseurs canadiens et américains en vertu de la Règle 144A de la loi américaine sur les valeurs mobilières (*US Securities Act*) de 1993. Le programme dollars australien et néo-zélandais MTN (programme domestique australien) a été mis à jour pour la dernière fois en septembre 2015. Le cadre des Obligations d'inclusion sociale, aligné sur les principes applicables aux obligations sociales définis par l'ICMA, a été mis à jour en mars 2022 afin de faire évoluer la gestion des produits des obligations vers une approche de portefeuille, tandis que le programme ECP (*Euro-Commercial Paper*) de la CEB a également été mis à jour en décembre 2023.

## Évolution de la dette

Au 31 décembre 2023, l'encours de la dette représentée par les titres, hors intérêts exigibles, s'élevait à 28,9 milliards d'euros, contre 25,9 milliards d'euros en fin d'année précédente.

En 2023, la Banque n'a pas procédé au rachat de sa dette à long terme ni effectué de remboursement anticipé. La ventilation de la dette en fonction de l'échéance est illustrée dans le graphique ci-dessous.



## Lectures complémentaires

Pour plus d'informations sur les activités financières de la CEB, voir le Rapport financier 2023.

Les Rapports financiers des exercices précédents sont archivés par année sur :

[coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/](https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/)

Pour les rapports annuels de la CEB sur les Obligations d'inclusion sociale et d'autres informations financières, voir [coebank.org/fr/investor-relations/](https://coebank.org/fr/investor-relations/)

# Gouvernance

## Structure de gouvernance et Management

La CEB est une institution multilatérale dont la gouvernance est assurée par les quatre organes suivants :

- Conseil de direction
- Conseil d'administration
- Gouverneur
- Comité de surveillance

Le Conseil de direction et le Conseil d'administration se réunissent tous les ans au cours d'une Réunion Commune au cours de laquelle ils discutent des priorités stratégiques et politiques de la Banque. En règle générale, la Réunion Commune est organisée dans l'un des pays membres de la Banque : en 2023, elle s'est tenue en Grèce (voir [page 34](#)).

### Conseil de direction

Le Conseil de direction est la plus haute autorité des quatre organes de gouvernance ; il définit l'orientation générale de l'activité de la Banque, fixe les conditions d'adhésion, décide des augmentations de capital et approuve le rapport annuel, les comptes et le bilan général de la Banque. Il est composé d'un président et d'un représentant de chacun des 43 États membres (voir [la liste](#)). Le Conseil de direction élit son propre président ainsi que le président du Conseil d'administration, et nomme le Gouverneur, les Vice-Gouverneurs et les membres du Comité de surveillance.

Président : **Harry Alex Rusz**, Hongrie

### Conseil d'administration

Le Conseil d'administration exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil de direction, notamment en matière d'élaboration et de supervision des politiques opérationnelles et d'approbation des projets d'investissement soumis par les gouvernements des États membres de la Banque. Il vote également le budget de fonctionnement de la Banque. Le Conseil d'administration est composé d'un président et d'un représentant de chaque État membre (voir [la liste](#)).

Présidente : **Wioletta Barwicka-Lofthouse**, Pologne

## Gouverneur

Le Gouverneur est le représentant légal de la Banque et, en tant que chef des services opérationnels, dirige les affaires courantes conformément aux directives du Conseil d'administration. Le Gouverneur examine les aspects techniques et financiers des demandes de financement soumises à la Banque avant de les transmettre au Conseil d'administration. Dans le cadre des relations étroites que la Banque entretient avec le Conseil de l'Europe, le Gouverneur procède à des échanges réguliers avec les organes statutaires de ce dernier, notamment le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire (APCE).

Gouverneur : **Carlo Monticelli**, Italie

Le Gouverneur est assisté de trois **Vice-Gouverneurs** : **Tomáš Boček**, République tchèque, responsable des Pays du Groupe Cible ; **Sandrine Gaudin**, France, responsable de la Stratégie financière ; **Johannes M. Böhmer**, Allemagne, responsable de la Stratégie de développement social (voir [la page web du Gouverneur](#)).

### Comité de surveillance

Le Comité de surveillance vérifie l'exactitude des comptes annuels de la CEB après leur examen par un auditeur externe. Il est composé de trois membres nommés par le Conseil de direction et d'un conseiller spécial :

**Lucia Kašiarová**, République slovaque ;  
**Barbora Janíčková**, République tchèque ;  
**Fatos Beqja**, Albanie ;  
**Nata Lasmane**, Lettonie (conseillère spéciale).

Le secrétariat des organes de direction, d'administration et de contrôle de la CEB est assuré par le **Secrétariat de l'Accord partiel sur la Banque de Développement du Conseil de l'Europe**.

Cheffe du Secrétariat de l'Accord Partiel :  
**Christiane Schimeck**

Secrétaire exécutif des organes : **Sixto Molina**

Pour plus de détails, voir [coebank.org/fr/about/structure-management/](https://coebank.org/fr/about/structure-management/)

## Organigramme

Au 15 mars 2024



**Carlo Monticelli**  
Gouverneur



**Tomáš Boček**  
Vice-Gouverneur  
Pays du Groupe Cible



**Sandrine Gaudin**  
Vice-Gouverneure  
Stratégie Financière



**Johannes M. Böhmer**  
Vice-Gouverneur  
Stratégie de  
Développement Social



**Stefania Bazzoni**  
Directrice du Bureau  
Exécutif, Directrice  
de Cabinet



**Vitomir Miles Raguz**  
Chef du Bureau des  
Relations Européennes



**Lisa Kiernan**  
Directrice  
de l'Audit Interne



**Katherine Delikoura**  
Directrice du Contrôle  
de la Conformité



**Elif Timur**  
Cheffe de l'Évaluation



**Cristian Tabacaru**  
Directeur des Prêts  
& du Développement  
Social



**Tanja Faller**  
Directrice de la  
Préparation & du  
Suivi Techniques



**Jacques  
Mirante-Péré**  
Directeur Financier



**Rafael Ruisanchez**  
Directeur du Risque  
& du Contrôle



**Jan De Bel**  
General Counsel Affaires Juridiques  
Directeur *ad interim* des Services Corporate

## Réunion Commune : l'Ukraine participe à la 56ème Réunion Commune annuelle en Grèce

La 56ème Réunion Commune annuelle de la CEB s'est tenue dans la capitale grecque, Athènes, le 9 juin 2023. Cette réunion annuelle, qui constitue un moment fort du calendrier de la CEB, rassemble les membres du Conseil de direction, du Conseil d'administration, le Gouverneur et le Management de la CEB pour discuter des priorités de la Banque.

La ministre grecque du Développement et de l'Investissement alors en exercice, Eleni Louri-Dendrinou, a ouvert la Réunion Commune en réaffirmant le soutien indéfectible de la Grèce, membre fondateur, à la mission sociale de la CEB, et s'est réjouie de la contribution de la Banque au développement de son pays, notamment par le biais de la microfinance et de la transition numérique et écologique.

La Réunion Commune s'est tenue juste avant l'adhésion de l'Ukraine à la CEB. Deux hauts représentants du gouvernement ukrainien y ont participé par vidéoconférence : Oleksandr Kubrakov, Vice-Premier ministre pour la Reconstruction et ministre du Développement des communautés, des territoires et des infrastructures, et Sergii Marchenko, ministre des Finances. Ils ont salué le soutien de la CEB et ont exprimé leur attente quant au début des opérations, notamment pour la reconstruction de logements sociaux et du secteur de la santé dans leur pays. Le Gouverneur Monticelli a décrit l'adhésion imminente de l'Ukraine comme un témoignage de la confiance que l'Ukraine place dans la capacité de la CEB à soutenir le redressement, la reconstruction et le développement social à long terme du pays. Le Cadre Stratégique 2023-2027 de la Banque prévoit un volume

d'opérations d'environ 200 millions d'euros pour la première année, qui augmentera progressivement pour atteindre environ 400 millions d'euros par an d'ici 2027.

La Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejčinović Burić, a pris la parole lors de la séance d'ouverture pour souligner que les dons accordés par la Banque en faveur des réfugiés d'Ukraine et le Cadre stratégique faciliteront la reconstruction et la réhabilitation des secteurs socio-économiques ukrainiens, conformément au Plan d'action du Conseil de l'Europe (voir [la Déclaration de Reykjavík](#)).

Le Gouverneur Monticelli a remercié la Grèce pour son accueil chaleureux, décrivant Athènes comme le berceau de la civilisation européenne. Il a souligné les principales réalisations de 2022, qui a été une bonne année pour la CEB et lui a permis d'œuvrer en faveur d'un grand nombre de citoyens à travers l'Europe. Il a cependant rappelé qu'une série de crises internationales persistait, donnant à la mission sociale de la CEB une urgence supplémentaire. À cet égard, le Gouverneur Monticelli a remercié les États membres pour leur soutien dévoué et leur engagement, notamment en faveur de l'accord historique de 2022 pour renforcer la base en capital de la CEB.

Les Présidentes alors en exercice du Conseil de direction, Marinela Petrova, et du Conseil d'administration de la CEB, Miglė Tuskienė, ont participé à la Réunion Commune.

Voir également le communiqué de presse de la CEB, ["L'Ukraine participe à la 56ème Réunion Commune annuelle de la CEB"](#)



Photo de groupe de la Réunion Commune annuelle d'Athènes © CEB/Fotis Plegas G.

## Conformité

Le Bureau de la Directrice du Contrôle de la Conformité (BDCC) a poursuivi l'amélioration de la fonction de conformité de la Banque pour rester aligné sur les meilleures pratiques internationales les plus récentes et préserver l'intégrité, la conformité et la responsabilité de la CEB. "Deuxième ligne de défense" de la CEB, les contrôles d'intégrité effectués par le Bureau du Contrôle de la Conformité sur les projets de prêts et les opérations de trésorerie garantissent la conformité du portefeuille de la CEB avec les normes d'intégrité les plus élevées. Le Bureau du Contrôle de la Conformité veille de manière proactive à ce que la CEB reste dans la catégorie à faible risque pour les pratiques illicites par le biais de processus de lutte contre le blanchiment d'argent (LBC), le financement du terrorisme (FT), la fraude et la corruption.

Dans le cadre d'un effort à l'échelle de la Banque, le Bureau du Contrôle de la Conformité a joué un rôle déterminant dans la refonte des principales politiques, directives et procédures de la CEB concernant la conformité, la passation des marchés et les plaintes. Ses activités de sensibilisation en 2023 comprenaient des sessions personnalisées sur la conformité pour les cadres de la Banque, les correspondants chargés de la conformité et les nouveaux agents. Hors de la CEB, le Bureau du Contrôle de la Conformité s'est activement engagé auprès de ses pairs au sein des banques multilatérales de développement, renforçant la coopération sur les questions liées à l'intégrité, aux enquêtes, au traitement des plaintes, à l'éthique d'entreprise et à la responsabilité.

La CEB n'a pas connu d'incident de cybersécurité majeur en 2023, contrairement à l'année précédente (voir le Rapport du Gouverneur 2022). Les capacités de cyber-résilience ont été considérablement améliorées grâce à l'inclusion de scénarios de cyberattaques dans les analyses d'impact sur les activités, des manuels de simulation et des exercices pratiques. Un système de veille a été mis en place pour anticiper et prévenir les cybermenaces pesant sur les services et les opérations de la CEB. Plusieurs campagnes de sensibilisation ont été menées, notamment sur l'hameçonnage, ainsi que des sessions de formation. Dans le cadre de la mise en œuvre du Règlement de la CEB sur la protection des données, la Banque a entrepris un examen complet des dossiers de traitement des données, publié un avis de confidentialité auprès du personnel et organisé des sessions de formation pour le personnel des RH.

Pour plus d'informations, voir [coebank.org/fr/about/integrity-and-compliance/](https://coebank.org/fr/about/integrity-and-compliance/)

## Audit Interne

Le Bureau de l'Audit Interne est une fonction permanente du système de contrôle interne de la CEB. Il fournit au Gouverneur des services de contrôle et de conseil indépendants et objectifs, destinés à améliorer les opérations de la CEB.

En tant que "troisième ligne de défense", l'Audit Interne aide la CEB à accomplir ses objectifs par le biais d'une analyse systématique pour évaluer la qualité et l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance. L'Audit Interne doit rester impartial et ne prend donc part à aucune des activités opérationnelles de la CEB.

Une Charte d'audit interne définit l'objectif et le statut de la fonction d'Audit Interne. L'Audit Interne adhère à l'ensemble des éléments obligatoires du Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'Institute of Internal Auditors (voir [www.theiia.org](https://www.theiia.org)).

## Évaluation indépendante

Le Bureau de l'Évaluation (EVO) contribue à l'apprentissage institutionnel et à la redevabilité de la CEB en réalisant des évaluations indépendantes pour déterminer si la Banque obtient des résultats en matière de développement social. Le Bureau de l'Évaluation évalue les opérations, les initiatives et les instruments de la CEB, dans le but de mettre en évidence les domaines à améliorer et dans lesquels innover, et communique les conclusions de ses évaluations et observations aux parties prenantes internes et externes.

Les évaluations indépendantes adoptent généralement une approche thématique ou sectorielle, évaluant un groupe d'opérations ayant des objectifs de développement social similaires dans différents États membres de la CEB. En 2023, le Bureau de l'Évaluation a achevé son programme d'évaluations sur la collaboration de la CEB avec certaines banques nationales de développement ou de promotion économique. Il a également lancé une nouvelle série d'évaluations centrées sur le soutien de la CEB aux institutions de microfinance en Bosnie-Herzégovine, Espagne, Géorgie et Italie, en comparant les résultats obtenus dans divers contextes institutionnels et selon un ensemble varié d'objectifs de développement social.



## Durabilité

La durabilité est intégrée à l'agenda social de la CEB, permettant à la Banque d'aller vers des normes élevées pour ses opérations externes et son fonctionnement interne. Cette approche se traduit par de bonnes notations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) en 2023.

L'impact social positif durable de la Banque est attesté par les résultats des projets qu'elle finance à travers l'Europe, dans des domaines tels que l'éducation, la santé, le logement abordable et l'inclusion financière, comme le souligne le présent rapport. L'intérêt mondial croissant des investisseurs socialement responsables pour les opérations de la Banque a été mis en lumière en 2023, avec l'émission par la CEB d'un montant record de 2,3 milliards d'euros d'Obligations d'inclusion sociale (voir [page 29](#)).

Cinq nouveaux indicateurs clés de performance définis par la Banque en 2023 – trois sur le genre, un sur le financement climatique et un sur le prisme de vulnérabilité de la CEB – sont spécifiquement liés à l'ESG, soulignant l'engagement fort de l'institution en faveur de la durabilité.

Aux côtés de ses BMD homologues, la CEB s'engage en faveur d'une action pour le climat et d'un développement juste et socialement inclusif, et met actuellement en œuvre un [Cadre d'alignement sur l'Accord de Paris et sa feuille de route](#) complets. En particulier, en vertu de directives révisées, toutes les nouvelles opérations seront alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat à partir de 2024 ; un plan d'action sur l'alignement du fonctionnement interne a été développé plus avant et mis en œuvre. La CEB soutient l'Agenda 2030 pour le développement durable, en contribuant à plusieurs objectifs de développement durable (voir [page 20](#)).

La CEB publie un Rapport annuel sur la durabilité et un Rapport GRI (*Global Reporting Initiative*), et elle a publié son premier [Rapport TCFD](#) (*Task Force on Climate-related Financial Disclosures* – Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives au climat) en juin 2023 (voir [page 41](#)).

Pour plus d'informations, voir [coebank.org/fr/about/sustainability](https://coebank.org/fr/about/sustainability), notamment la section [Reporting et notations ESG](#).

# Ressources humaines

## L'année 2023 en bref



# 216

agents permanents,  
7 agents temporaires  
à Paris, 5 à Ankara\*



# 32

nationalités issues  
des pays membres  
de la CEB



# 56%

femmes

# 44%

hommes

Ancienneté moyenne :  
11,5 ans



# 38%

des postes  
à responsabilité  
occupés par des  
femmes

## Personnel

Au 31 décembre 2023, 228 membres du personnel originaires de 32 pays sont employés à la CEB. Sur les 216 agents permanents, 12% occupent un poste de direction, 60% un poste de cadre et 28% un poste de soutien ou technique. L'organisation a également accueilli 14 stagiaires de dix pays membres en 2023, pour des stages de trois à douze mois. La CEB s'est engagée à remplir sa mission sociale avec un effectif peu nombreux, diversifié et hautement qualifié. Le Cadre Stratégique 2023-2027 fixe quatre objectifs étroitement liés pour les ressources humaines, qui reflètent la complexité du travail quotidien de la CEB et de ses nouvelles opérations, notamment en Ukraine.

## Attirer des talents diversifiés et hautement qualifiés

La Banque s'efforce de créer un lieu de travail et une culture diversifiés et inclusifs en recrutant des candidats issus de viviers divers et en adoptant des processus de recrutement, notamment des outils numériques, qui permettent d'évaluer les candidats en profondeur, d'atténuer les préjugés et d'améliorer l'équilibre entre les genres ainsi que la représentation des nationalités.

En 2023, 22 nouveaux agents ont rejoint la CEB, représentant 16 nationalités (73% de femmes, 27%

d'hommes). Trois femmes ont été recrutées à des postes d'encadrement supérieur, ce qui fait progresser la représentation féminine à ce niveau de 23% en 2022 à 35% en 2023. Cela marque un progrès significatif vers l'objectif de la Banque de garantir que 40% des postes de direction (grades A4 et supérieurs) soient occupés par des femmes, ce pourcentage ayant atteint 38% en 2023, contre 34% en 2022.

## Investir dans le développement professionnel des agents et renforcer le développement des compétences

La Banque a continué à se concentrer sur le perfectionnement des agents, 65% de l'ensemble du personnel ayant participé à des programmes de formation (67% de femmes et 62% d'hommes). En 2023, la participation à la formation technique est passée de 6% à 20% des agents, ce qui marque un changement important et s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la Banque pour renforcer les compétences techniques. Celles-ci favorisent non seulement l'évolution de carrière et la mobilité du personnel, mais garantissent également que les agents sont en mesure d'atteindre les objectifs stratégiques de la Banque, tout en s'adaptant à l'évolution des tendances dans les banques multilatérales de développement.

\* En 2021, la Banque a ouvert un bureau de projet temporaire à Ankara, en Türkiye, pour gérer le projet financé par l'UE : "Renforcement des infrastructures de soins médicaux pour tous (SHIFA)".



### Renforcer la diversité et l'inclusion

La Banque est engagée pour l'égalité entre les genres sur le lieu de travail, notamment pour le principe "à travail égal, salaire égal". Les politiques, règles, directives et processus internes intègrent les principes d'égalité et de diversité afin de garantir l'absence de discrimination dans tous les processus de RH impliquant des décisions liées au recrutement et à l'évolution du personnel, et en favorisant un environnement offrant une égalité des chances pour tous, indépendamment des postes et des parcours respectifs.

La CEB est une organisation certifiée par l'organisation EDGE (*Economic Dividends for Gender Equality*), et a obtenu en 2023 le deuxième niveau de certification le plus élevé, "EDGE Move". Des actions ont été engagées pour améliorer encore la situation, en concertation avec le Groupe Diversité et Inclusion de la CEB, piloté par des agents, qui comprend des représentants de diverses fonctions, grades et directions/bureaux de la Banque.

### Moderniser les systèmes et les ressources de la Banque

La Banque a lancé un projet de planification des ressources d'entreprise (ERP) en 2023, qui concerne la comptabilité, le budget et les ressources humaines. Ce projet, qui se poursuivra jusqu'en 2025, est crucial pour la modernisation de la Banque car il permettra une meilleure intégration des processus de gestion, une diminution des tâches manuelles et une amélioration de la qualité des données. Le projet ERP entraînera ainsi des gains d'efficacité, renforcera la résilience de la Banque dans la poursuite de sa mission et permettra au personnel de se concentrer sur ses tâches à forte valeur ajoutée.

Pour en savoir plus sur les possibilités d'emploi à la CEB, voir [coebank.org/fr/job-section/](https://coebank.org/fr/job-section/)



# Prix CEB pour la cohésion sociale

Lancé en 2020, le Prix annuel de la CEB pour la cohésion sociale promeut des initiatives civiques et culturelles qui contribuent à remédier aux problèmes sociaux qui affectent les pays membres de la Banque. En 2023, l'ONG *Atina* de Serbie a remporté le Prix de la CEB pour un montant de 25 000 euros, tandis que *Humana Nova* (Croatie) et *L'outil en main* (France) se sont vu décerner le titre de finaliste, recevant un prix de 5 000 euros.



Marijana Savić, fondatrice et PDG de l'ONG *Atina* (à gauche) et Kristina Ilic, psychologue clinicienne, ONG *Atina*. © CEB

"Les guerres commencent et se terminent, mais la violence à l'égard des femmes, dont nous sommes tous témoins, ne s'arrête pas." Ce sont les mots que Marijana Savić, fondatrice et PDG de l'ONG *Atina*, a prononcés lors de la cérémonie

de remise des prix, à la veille de la Réunion Commune annuelle de la CEB à Athènes (Grèce), le 8 juin 2023. Par le biais de son entreprise sociale, Bagel Bejgl, *Atina* offre un emploi et une indépendance économique aux femmes qui ont survécu à la traite des êtres humains et à la violence fondée sur le genre. "C'est un grand honneur pour *Atina* et [...] notre travail innovant en faveur du changement social, de la défense des droits économiques des femmes et des filles, et de la lutte pour un monde juste", a déclaré Marijana Savić en recevant le prix.

Deux seconds prix ont été décernés. *Humana Nova*, Croatie, a reçu 5 000 euros pour son projet de recyclage des déchets textiles, notamment en vêtements de mode vendus en ligne, démontrant ainsi que l'inclusion sociale et l'action climatique vont de pair. Une entreprise sociale française, *L'outil en Main*, qui permet à des seniors qualifiés de former des jeunes, issus de milieux vulnérables ou défavorisés, à l'artisanat traditionnel, a également reçu 5 000 euros.

Cinq juges indépendants issus des domaines du développement social, de l'entrepreneuriat social, du monde universitaire et de la société civile ont sélectionné les projets gagnants. Les membres du jury 2023 étaient Marja Ruotanen, Directrice générale de la Démocratie et de la Dignité humaine au Conseil de l'Europe (Présidente) ; Guillaume Capelle, fondateur de SINGA et CALM ; Ornella D'Amico, Secrétaire générale adjointe, Finance en Commun ; Thomas Marois, maître de conférences en Études du développement, SOAS University of London ; et Tomáš Boček, Vice-Gouverneur de la CEB pour les Pays du Groupe Cible.

Pour en savoir plus sur le prix CEB et les précédents lauréats, voir [award.coebank.org](https://award.coebank.org).

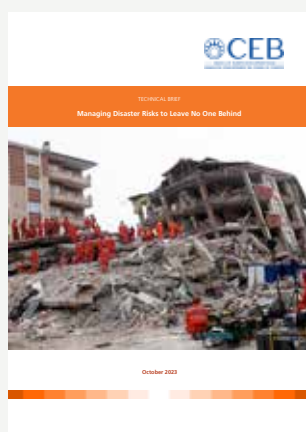
Voir le site internet d'*Atina* sur [www.atina.org.rs/en](https://www.atina.org.rs/en) et la vidéo sur [www.youtube.com/coebank](https://www.youtube.com/coebank)

*Humana Nova* : <https://humananova.org/> (uniquement en croate)

*L'Outil en Main* : [www.loutilenmain.fr](https://www.loutilenmain.fr)

# Connaissances sociales, nouvelles publications, multimédia

**La gestion des risques de catastrophes peut sauver des vies et économiser de l'argent**



Lire le brief technique sur :

[coebank.org/media/  
documents/Managing\\_  
disaster\\_risks\\_to\\_leave\\_no\\_  
one\\_behind.pdf](https://coebank.org/media/documents/Managing_disaster_risks_to_leave_no_one_behind.pdf)



## Gérer les risques de catastrophe pour ne laisser personne de côté

Les tremblements de terre qui ont secoué le sud de la Türkiye et le nord de la Syrie en février 2023 étaient parmi les pires jamais enregistrés dans la région, mais ne représentent pas un événement isolé. En effet, les catastrophes naturelles ont touché près de 50 millions de personnes dans les pays de l'UE au cours des quatre dernières décennies, et ont entraîné des pertes de plus de 480 milliards d'euros, selon les estimations de la Banque mondiale. Les incendies, sécheresses et inondations dus au changement climatique ont détruit des vies et des moyens de subsistance dans plusieurs pays, notamment dans la région méditerranéenne.

Les séismes et autres événements naturels sont, pour la plupart, inévitables, mais leurs coûts et impacts élevés ne le sont pas. Certaines causes de catastrophes, comme l'effondrement de bâtiments lors d'événements sismiques, sont associées à l'activité humaine. La gestion des risques de catastrophes (GRC) peut aider à remédier à ces causes profondes, réduire les risques et améliorer les réponses, ce qui permet de sauver des vies et d'économiser de l'argent.

"[Managing Disaster Risks to Leave No One Behind](#)", un Brief technique de la CEB publié en octobre 2023, s'appuie sur les enseignements tirés de la longue expérience de la CEB en matière de gestion des catastrophes, sur les évolutions récentes du secteur et sur une analyse documentaire pour mettre en évidence les meilleures pratiques en matière de gestion des risques de catastrophe (GRC).

Depuis 2010, la CEB a financé 19 projets liés aux catastrophes dans 13 pays membres, avec un total de prêts dépassant les 3 milliards d'euros. En 2023, 11 projets liés aux catastrophes sont en cours, pour un financement total de plus de 2 milliards d'euros, dont la moitié vise à réduire les risques, l'autre moitié étant allouée aux mesures d'intervention et de redressement.

Le Brief technique souligne trois principaux domaines dans lesquels les gouvernements et les autres acteurs peuvent renforcer la GRC. Par exemple, il préconise une stratégie financière prospective pour anticiper et répondre aux besoins à chaque étape du cycle de GRC, notamment des mesures pour garantir la disponibilité de ressources suffisantes et adaptées : réserves budgétaires, assurances et éventuellement émission d'obligations spéciales, mobilisables au moment et à l'endroit où les catastrophes se produisent.

## Le programme “Superblock” à Barcelone

Le programme Superblock (*Programa Superilles* en catalan) est une initiative mise en œuvre par les autorités gouvernementales de Barcelone pour préparer la ville aux défis du XXI<sup>ème</sup> siècle en rendant ses quartiers plus vivables et résilients, en termes climatiques et sociaux, tout en ne laissant personne de côté.

“[Resilience in action: Barcelona’s Superblock Programme](#)” retrace les actions et tire les principaux enseignements de ce programme, à la suite du Brief technique 2022 de la CEB, “From Community Vulnerability to Resilience: The Experience of European Cities”. Lire le [blog](#).

## Informations financières liées au climat : nouveau rapport annuel

Chaque année, la CEB publie un Rapport annuel sur la durabilité et un Rapport GRI complémentaire, conformément aux directives de la *Global Reporting Initiative*. En 2023, la CEB a ajouté un nouveau rapport annuel à son ensemble de mesures de durabilité, pour présenter les activités et les objectifs de la Banque au regard du changement climatique, conformément aux recommandations de la *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* (TCFD), établie par le Conseil de stabilité financière du G20 en 2015.

Le premier [Rapport TCFD 2022](#)<sup>1</sup> de la CEB présente les fonctions et les opérations de la Banque du point de vue des risques et des opportunités climatiques. Il souligne le lien entre cohésion sociale et climat, et présente le Cadre d’alignement de la CEB sur l’Accord de Paris et la mise en œuvre de sa feuille de route associée. Le nouveau rapport évalue l’empreinte carbone de la CEB, généralement faible dans les projets d’investissement social, et présente un tableau de bord climatique pour évaluer les niveaux d’exposition au risque souverain à la lumière du changement climatique.

Disponible sur [coebank.org](https://coebank.org).

## Nouvelles directives en matière de projets et de passations de marchés

En 2023, la CEB a publié un nouvel ensemble de directives pour la passation de marchés concernant les projets et le propre compte de la Banque. Les nouvelles directives sont fondées sur la législation et la pratique de l’UE dans ce domaine, rassemblent l’expérience de la CEB en matière de passation de marchés pendant la dernière décennie, et visent à aligner les procédures et les critères sur ceux utilisés par les BMD homologues. Les nouvelles directives soulignent notamment l’engagement de la Banque à introduire des considérations de durabilité dans les passations de marchés, que ce soit pour son propre compte ou pour les emprunteurs des projets qu’elle finance.

## Bilan de l’année 2023 : consolider les progrès

Vidéo (<https://youtu.be/7IGpr7I6uyw>)

L’adhésion de l’Ukraine à la CEB, le Sommet du Conseil de l’Europe à Reykjavík, de nouveaux investissements sociaux à travers l’Europe dans des domaines comme la santé, l’éducation et la formation, les transports verts et le logement abordable, et l’aide apportée à la Türkiye en temps de crise : revivez l’année 2023 dans cette vidéo d’une minute et apprenez-en plus sur le travail de la CEB pour favoriser l’inclusion et renforcer la cohésion sociale en Europe.

Pour plus de vidéos sur la CEB, voir <https://www.youtube.com/@coebank/videos>



Lire la revue thématique sur :

[coebank.org/media/documents/Thematic\\_Review\\_Barcelona\\_Superblock.pdf](https://coebank.org/media/documents/Thematic_Review_Barcelona_Superblock.pdf)



Lisez nos rapports de sur la durabilité

[coebank.org/fr/about/sustainability/reporting-and-esg-ratings/](https://coebank.org/fr/about/sustainability/reporting-and-esg-ratings/)



Lisez nos lignes directrices en matière de passation de marchés :

[coebank.org/documents/1423/2023\\_Directives\\_passation\\_marches\\_biens\\_travaux\\_et\\_services\\_projets.pdf](https://coebank.org/documents/1423/2023_Directives_passation_marches_biens_travaux_et_services_projets.pdf)



1. Rapport 2023 publié en juin 2024

# Données clés : Projets et prêts

## Projets approuvés (par pays en milliers d'euros)

| Pays                    | 2023             |               | 2022             |               | Total cumulé 2019-2023 |               |
|-------------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------------|---------------|
|                         | Montants         | %             | Montants         | %             | Montants               | %             |
| Albanie                 | 27 000           | 0,66          |                  |               | 102 000                | 0,45          |
| Allemagne               | 259 700          | 6,32          | 450 000          | 10,60         | 1 652 900              | 7,34          |
| Andorre                 |                  |               |                  |               | 20 000                 | 0,09          |
| Belgique                | 250 000          | 6,09          | 89 000           | 2,10          | 939 000                | 4,17          |
| Bosnie-Herzégovine      |                  |               | 4 000            | 0,09          | 34 135                 | 0,15          |
| Bulgarie                |                  |               | 175 000          | 4,12          | 175 000                | 0,78          |
| Chypre                  | 48 000           | 1,17          |                  |               | 153 500                | 0,68          |
| Croatie                 |                  | 0,00          |                  |               | 600 000                | 2,67          |
| Espagne                 | 360 000          | 8,77          | 589 000          | 13,88         | 2 425 000              | 10,77         |
| Estonie                 |                  |               |                  |               | 245 000                | 1,09          |
| Finlande                | 50 000           | 1,22          |                  |               | 460 300                | 2,04          |
| France                  | 290 500          | 7,07          | 113 500          | 2,67          | 1 516 200              | 6,73          |
| Georgie                 |                  |               |                  |               | 25 000                 | 0,11          |
| Grèce                   | 80 000           | 1,95          |                  |               | 352 000                | 1,56          |
| Hongrie                 | 150 000          | 3,65          |                  |               | 677 000                | 3,01          |
| Irlande                 | 125 000          | 3,04          | 20 000           | 0,47          | 403 700                | 1,79          |
| Islande                 |                  |               |                  |               | 20 000                 | 0,09          |
| Italie                  | 337 000          | 8,21          | 730 000          | 17,20         | 2 445 600              | 10,86         |
| Kosovo                  |                  |               | 25 000           | 0,59          | 87 000                 | 0,39          |
| Lettonie                |                  |               |                  |               | 165 000                | 0,73          |
| Lituanie                | 35 000           | 0,85          | 313 000          | 7,38          | 954 800                | 4,24          |
| Luxembourg              |                  |               |                  |               | 3 000                  | 0,01          |
| Macédoine du Nord       | 52 000           | 1,27          |                  |               | 68 000                 | 0,30          |
| Malte                   | 7 000            | 0,17          |                  |               | 7 000                  | 0,03          |
| Moldova (République de) | 106 000          | 2,58          |                  |               | 196 000                | 0,87          |
| Monténégro              | 30 000           | 0,73          |                  |               | 120 000                | 0,53          |
| Pays-Bas                | 190 000          | 4,63          |                  |               | 700 000                | 3,11          |
| Pologne                 | 350 000          | 8,52          | 650 000          | 15,32         | 1 855 888              | 8,24          |
| Portugal                |                  |               |                  |               | 188 700                | 0,84          |
| Roumanie                | 162 620          | 3,96          | 15 000           | 0,35          | 629 920                | 2,80          |
| République slovaque     | 480 000          | 11,69         |                  |               | 1 350 000              | 6,00          |
| République tchèque      | 64 000           | 1,56          | 410 000          | 9,66          | 1 009 000              | 4,48          |
| Saint-Marin             |                  |               |                  |               | 10 000                 | 0,04          |
| Serbie                  | 200 000          | 4,87          | 230 000          | 5,42          | 1 171 000              | 5,20          |
| Slovénie                |                  |               |                  |               | 120 000                | 0,53          |
| Suède                   | 102 200          | 2,49          | 80 000           | 1,89          | 482 200                | 2,14          |
| Türkiye                 | 250 000          | 6,09          | 350 000          | 8,25          | 1 050 000              | 4,66          |
| Ukraine                 | 100 000          | 2,44          |                  |               | 100 000                | 0,44          |
| <b>TOTAL</b>            | <b>4 106 020</b> | <b>100,00</b> | <b>4 243 500</b> | <b>100,00</b> | <b>22 513 842</b>      | <b>100,00</b> |

## Prêts décaissés (par pays en milliers d'euros)

| Pays                    | 2023             |               | 2022             |               | Total cumulé 2019-2023 |               |
|-------------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------------|---------------|
|                         | Montants         | %             | Montants         | %             | Montants               | %             |
| Albanie                 | 1 480            | 0,04          | 69 000           | 1,96          | 86,600                 | 0,58          |
| Allemagne               | 265 450          | 7,15          | 232 300          | 6,59          | 958 239                | 6,45          |
| Andorre                 |                  |               | 4 000            | 0,11          | 16,000                 | 0,11          |
| Belgique                | 39 000           | 1,05          | 50 000           | 1,42          | 492 500                | 3,32          |
| Bosnie-Herzégovine      | 6 868            | 0,18          | 8 491            | 0,24          | 63 537                 | 0,43          |
| Bulgarie                |                  |               |                  |               | 160 000                | 1,08          |
| Chypre                  | 42 750           | 1,15          |                  |               | 40 549                 | 0,27          |
| Croatie                 | 60 000           | 1,62          | 69 574           | 1,97          | 502 062                | 3,38          |
| Espagne                 | 736 683          | 19,83         | 603 639          | 17,12         | 1 690 396              | 11,38         |
| Estonie                 |                  |               | 50 000           | 1,42          | 200 000                | 1,35          |
| Finlande                | 60 000           | 1,62          | 90 000           | 2,55          | 398 300                | 2,68          |
| France                  | 220 400          | 5,93          | 411 425          | 11,67         | 971 039                | 6,54          |
| Géorgie                 | 5 308            | 0,14          | 17 750           | 0,50          | 38 692                 | 0,26          |
| Grèce                   | 1 000            | 0,03          |                  | 0,00          | 218 500                | 1,47          |
| Hongrie                 | 50 000           | 1,35          | 93 497           | 2,65          | 627 425                | 4,22          |
| Irlande                 | 68 000           | 1,83          | 77 064           | 2,19          | 247 064                | 1,66          |
| Islande                 | 12 000           | 0,32          |                  |               | 5 000                  | 0,03          |
| Italie                  | 227 223          | 6,12          | 221 790          | 6,29          | 1 329 934              | 8,96          |
| Kosovo                  |                  |               | 10 824           | 0,31          | 45 824                 | 0,31          |
| Lettonie                |                  |               | 1 000            | 0,03          | 19 000                 | 0,13          |
| Lituanie                | 266 549          | 7,18          | 111 118          | 3,15          | 621 838                | 4,19          |
| Luxembourg              | 800              | 0,02          | 300              | 0,01          | 300                    | 0,00          |
| Macédoine du Nord       |                  |               | 8 000            | 0,23          | 41 464                 | 0,28          |
| Malte                   |                  |               | 20 300           | 0,58          | 29 000                 | 0,20          |
| Moldova (République de) | 11 583           | 0,31          |                  |               | 61 477                 | 0,41          |
| Monténégro              | 1 815            | 0,05          | 12 350           | 0,35          | 84 675                 | 0,57          |
| Pays-Bas                | 90 000           | 2,42          | 20 000           | 0,57          | 532 083                | 3,58          |
| Pologne                 | 558 085          | 15,02         | 746 467          | 21,17         | 1 586 732              | 10,68         |
| Portugal                | 14 000           | 0,38          | 15 500           | 0,44          | 180 000                | 1,21          |
| République slovaque     | 145 300          | 3,91          | 31 000           | 0,88          | 829 363                | 5,58          |
| République tchèque      | 45 273           | 1,22          | 154 281          | 4,38          | 824 281                | 5,55          |
| Roumanie                | 73 457           | 1,98          | 113 522          | 3,22          | 335 643                | 2,26          |
| Saint-Marin             |                  |               |                  |               | 10 000                 | 0,07          |
| Serbie                  | 160 500          | 4,32          | 158 689          | 4,50          | 577 439                | 3,89          |
| Slovénie                | 40 000           | 1,08          | 45 000           | 1,28          | 130 000                | 0,88          |
| Suède                   | 116 367          | 3,13          | 29 036           | 0,82          | 450 358                | 3,03          |
| Türkiye                 | 395 000          | 10,63         | 50 000           | 1,42          | 445 000                | 3,00          |
| <b>TOTAL</b>            | <b>3 714 892</b> | <b>100,00</b> | <b>3 525 917</b> | <b>100,00</b> | <b>14 850 313</b>      | <b>100,00</b> |

# Aperçus

## Projets approuvés par contrepartie (en milliers d'euros)

| Pays      | Emprunteur                                | Description du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Montant du prêt CEB | Montant total du projet |
|-----------|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------|
| Albanie   | Gouvernement                              | Financement partiel de la rénovation de plus de 600 écoles publiques en Albanie afin de mettre en place des laboratoires intelligents (Smart Labs) pour les élèves pré-universitaires, comprenant l'assistance technique et la maintenance associées, ainsi qu'un soutien pédagogique pour les enseignants et les élèves.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : élèves et enseignants d'établissements scolaires primaires et secondaires en Albanie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 27 000              | 71 400                  |
|           | HOWOGE Wohnungsbau- gesellschaft mbH      | Développement de l'offre de logements sociaux modernes et abordables à Berlin, notamment dans les quartiers est de la ville, plus vulnérables sur le plan économique. Ciblent les populations vulnérables, dont plus de 100 000 personnes déplacées d'Ukraine, le projet renforce l'impact social grâce à une conception ciblée, une attribution minutieuse des unités résidentielles, des loyers plafonnés et abordables, et un accompagnement aux locataires vulnérables.*<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : bénéficiaires de logements sociaux et abordables, notamment les groupes vulnérables tels que ménages à faible revenu, familles monoparentales, sans-abris, réfugiés et personnes présentant un handicap.                                  | 100 000             | 339 700                 |
| Allemagne | Klinikum St. Georg gGmbH                  | Financement partiel d'un nouvel hôpital de cinq étages comptant 344 lits, comprenant des équipements fixes et mobiles. Des services d'urgence et de soins intensifs ultramodernes, intégrés aux services diagnostiques et thérapeutiques connexes, permettront également d'améliorer la qualité et l'efficacité des traitements.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : patients régionaux et locaux, notamment personnes vulnérables, migrants, réfugiés et personnes présentant un handicap, ainsi que le futur personnel et les étudiants.                                                                                                                                                                                                                 | 69 700              | 171 400                 |
|           | wbg Nürnberg GmbH Immobilien- unternehmen | Demande supplémentaire pour la construction et la modernisation de logements sociaux à prix abordable et pour la construction de résidences médicalisées modernes et socialement accessibles pour personnes âgées.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : personnes à bas revenus, personnes âgées, personnes présentant un handicap, étudiants, parents isolés, migrants et réfugiés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 90 000              | 562 800                 |
| Belgique  | Région de Bruxelles Capitale              | Achat de 94 bus électriques, 90 rames de tram et 43 rames de métro, ainsi que rénovation de 63 km de voies de métro et de tram existantes pour améliorer les services de transport public et accélérer le passage à des transports publics plus écologiques.*<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : résidents et usagers des transports publics de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'habitants des localités environnantes, notamment les personnes à bas revenus, ainsi que les personnes présentant un handicap, les personnes avec poussettes, et les personnes âgées.                                                                                                                                                                            | 250 000             | 1 116 000               |
| Chypre    | Larnaca Sewerage and Drainage Board       | Contribuer à relier des zones suburbaines mal desservies au réseau intégré de traitement des eaux usées urbaines par le financement partiel des investissements éligibles en vue de la construction de canalisations gravitaires, de regards de branchement, de stations de pompage et de leurs pompes de relevage, et d'une conduite de raccordement à la station d'épuration existante de Larnaca. Le traitement approprié des eaux usées, leur stockage et leur réutilisation pour l'irrigation amélioreront la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources en eau.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : environ 32 000 habitants de quatre communes du district de Larnaca, dont approximativement 12 000 résidents saisonniers. | 48 000              | 100 000                 |

\* Facilité de financement du secteur public (PFF)

\*\* Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU

IEU : Approuvé au titre de l'opération-cadre InvestEU pour le financement de la microfinance et de l'économie sociale

| Pays     | Emprunteur                                                       | Description du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Montant du prêt CEB | Montant total du projet |
|----------|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------|
| Espagne  | Municipalité de Barcelone                                        | <p>Demande supplémentaire en vue de financer partiellement les investissements liés aux trois priorités stratégiques spécifiques du Plan d'action 2022-2024, à savoir : 1) droits sociaux ; 2) urgence climatique ; et 3) aménagement urbain.*</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants de Barcelone, notamment un nombre croissant de migrants, d'enfants et de personnes âgées, ainsi que touristes.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 110 000             | 360 000                 |
|          | Comunidad Autónoma de Andalucía                                  | <p>Demande supplémentaire en vue de financer partiellement les dépenses budgétaires engagées par l'emprunteur sur la période 2023-2024 au titre des services sociaux dispensés par des prestataires externes.*</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants d'Andalousie, en particulier les personnes âgées et les personnes présentant un handicap, ainsi que leurs familles.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 150 000             | 700 000                 |
|          | Nuevo MicroBank S.A.U. (MicroBank)                               | <p>Prêts de microfinance à des très petites entreprises et à des particuliers, notamment les plus vulnérables, comme les immigrés, pour soutenir la création d'emplois et renforcer la cohésion sociale, sous forme de microcrédits commerciaux et familiaux.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : entrepreneurs, notamment des femmes, des travailleurs indépendants, des très petites entreprises, ainsi que des migrants et des familles vulnérables dans toute l'Espagne.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 100 000             | 200 000                 |
| Finlande | Ville de Kuopio                                                  | <p>Demande complémentaire de financement partiel des investissements pour la construction de nouveaux équipements ainsi que la restauration, la rénovation et l'agrandissement d'équipements existants prévus dans la Stratégie de la ville pour 2030.*</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : enfants fréquentant les garderies et les écoles, élèves, personnel enseignant, jeunes familles, public des manifestations culturelles et usagers des bibliothèques et des équipements sportifs, migrants et réfugiés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 50 000              | 500 000                 |
| France   | Association pour le Droit à l'Initiative Économique (Adie)       | <p>Soutien à l'inclusion financière et sociale de micro-entrepreneurs ayant un accès limité ou inexistant au crédit en France, en particulier par les produits de microcrédit de l'Adie : i) microcrédits professionnels, et ii) microcrédits mobilité, destinés à permettre l'acquisition, la location ou la réparation d'un véhicule, ou le financement d'un permis de conduire. <sup>IEU</sup></p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : micro-entrepreneurs économiquement actifs ou en devenir, notamment femmes, personnes vivant sous le seuil de pauvreté, migrants, demandeurs d'emploi et habitants de quartiers défavorisés.</p>                                                                                                                                                                           | 38 000              | 76 000                  |
|          | SCI Campus Pasteur Lille                                         | <p>Demande de prêt complémentaire pour soutenir l'achèvement des travaux de transformation du campus de recherche biomédicale de l'Institut Pasteur de Lille.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : équipes de recherche de l'Institut Pasteur de Lille (IPL), patients du Centre Santé et Longévité de l'IPL, et salariés des entreprises et start-up des secteurs de la santé, de la recherche-innovation et de la médecine.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 2 500               | 42 100                  |
|          | Société Publique des Écoles Marseillaises                        | <p>Soutien à l'emprunteur pour la modernisation des équipements scolaires publics de Marseille, en finançant partiellement les investissements éligibles pour la rénovation, la restructuration et la construction de 188 écoles primaires publiques, dans le cadre du "Plan Écoles" de la ville de Marseille, qui investira un minimum de 845 millions d'euros entre 2022 et 2031.*</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : élèves actuels et futurs, agents municipaux en charge de l'entretien, de la maintenance et de la restauration, et membres du personnel enseignant et administratif des écoles publiques de Marseille, ainsi que les résidents et les associations locales, qui bénéficieront de meilleures conditions d'apprentissage, de vie et de travail.</p>                                       | 200 000             | 845 000                 |
|          | UCPA Sport Vacances ;<br>UCPA Sport Loisirs ;<br>UCPA Patrimoine | <p>Financement partiel de la réhabilitation, modernisation et rénovation de 15 centres entre 2023 et 2028. Les investissements couvriront la démolition, la réhabilitation et la reconstruction de plusieurs centres de vacances vieillissants, ainsi que la démolition, la construction et la conversion de quatre espaces multisports, et l'achat d'installations et d'équipements sportifs. Les travaux amélioreront aussi l'efficacité énergétique et l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.*</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : jeune public, principalement adolescents, élèves, étudiants et stagiaires, ainsi que des ménages, notamment parmi les plus vulnérables sur le plan économique et social. Personnel actuel et futur de l'UCPA, notamment les travailleurs saisonniers.</p> | 50 000              | 128 000                 |

\* Facilité de financement du secteur public (PFF)

\*\* Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU

IEU : Approuvé au titre de l'opération-cadre InvestEU pour le financement de la microfinance et de l'économie sociale

| Pays    | Emprunteur                                                                                                      | Description du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Montant du prêt CEB | Montant total du projet |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------|
| Grèce   | Gouvernement                                                                                                    | Soutien au développement rural et à la gestion de l'eau dans la vallée d'Amari et la plaine de la Messara, en Crète, contribuant ainsi à lutter contre les tendances au vieillissement et au dépeuplement dans les zones rurales défavorisées. Le prêt de la CEB financera en partie : (i) la construction d'un réservoir et d'un barrage de retenue d'eau qui réduiront le risque d'inondation, et de réseaux d'irrigation, et (ii) une conduite d'eau.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : environ 26 000 personnes, travaillant dans des exploitations agricoles familiales et demandeurs d'emploi.                                                          | 80 000              | 160 000                 |
|         | Banque hongroise de développement (MFB)                                                                         | Soutien aux activités de prêt de l'emprunteur, grâce à des prêts à des établissements de crédit intermédiaires (banques commerciales) selon un montage en cascade qui permettra à la CEB d'atteindre les TPE-PME éligibles sur l'ensemble du territoire hongrois. Le prêt financera en partie les investissements éligibles dans le cadre du Programme de prêts pour l'efficacité énergétique de MFB.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : TPE-PME actives dans les secteurs de la production et des services en Hongrie.                                                                                                                                        | 50 000              | 100 000                 |
| Hongrie | Banque hongroise d'import-export (Eximbank)                                                                     | Demande supplémentaire pour le financement partiel d'investissements fixes et des besoins en fonds de roulement de TPE-PME hongroises actives à l'exportation et dans le secteur des services.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : TPE-PME éligibles, notamment dirigées par des femmes, ainsi que demandeurs d'emploi dans l'ensemble de la Hongrie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 100 000             | 300 000                 |
|         | Housing Finance Agency (HFA)                                                                                    | Demande supplémentaire pour la rénovation de logements sociaux locatifs existants et la construction de logements sociaux basse consommation dans toute l'Irlande sur la période 2023-2025.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : essentiellement des familles bénéficiaires de prestations sociales et des groupes vulnérables, notamment parents isolés, personnes âgées, personnes présentant un handicap et personnes sans-abri.                                                                                                                                                                                                                              | 125 000             | 758 000                 |
| Irlande | Municipalité de Gênes                                                                                           | Contribution à la couverture des besoins budgétaires de la ville de Gênes sur la période 2023-2025, pour un financement partiel des sous-projets éligibles dans trois secteurs d'intervention destinés à : (i) prévenir et gérer les risques hydrogéologiques, (ii) faciliter la réhabilitation urbaine, et (iii) requalifier et moderniser des bâtiments municipaux, notamment des écoles.*<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants de la ville de Gênes, population de la métropole, touristes, habitants de banlieues, jeunes et personnes âgées.                                                                                                      | 50 000              | 200 000                 |
|         | Municipalité de Reggio Emilia                                                                                   | Investissement dans le projet de logements et de réhabilitation urbaine du district R60, comprenant la transformation du quartier de la gare centrale en un quartier urbain socialement inclusif, abordable et dynamique, ainsi que la fourniture de logements décents et abordables aux personnes vulnérables et à faible revenu.*<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants de la ville de Reggio Emilia, en particulier les personnes appartenant à des groupes vulnérables et marginalisés.                                                                                                                                                             | 25 000              | 51 000                  |
| Italie  | "PerMicro S.p.A.<br><br>Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU." | Soutien aux prêts directs aux micro-entreprises, notamment les start-ups. Le prêt de la CEB financera en partie les investissements et les besoins en fonds de roulement des bénéficiaires pour soutenir leurs activités commerciales, comme l'achat de biens, de matériaux, d'équipements et de licences, ainsi que les dépenses liées à la création ou au développement d'une entreprise en phase de démarrage. Au moins 25% du prêt sera versé à des entreprises dirigées par des femmes. <sup>IEU</sup><br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : micro-entrepreneurs, en particulier les personnes souhaitant créer une entreprise et les femmes entrepreneures. | 12 000              | 24 000                  |
|         | Poste Italiane SpA                                                                                              | "Financement partiel du programme d'investissement de l'emprunteur sur la période 2022-2026, portant notamment sur : (1) l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services essentiels et inclusifs dans les régions méridionales et les petites villes d'Italie, 2) l'amélioration des normes d'efficacité énergétique dans les bureaux de poste, et 3) le cofinancement de guichets uniques réunissant services postaux, financiers et administratifs dans les petites villes de moins de 15 000 habitants.*<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : salariés et clients de Poste Italiane SpA dans toute l'Italie."                                 | 250 000             | 530 000                 |

\* Facilité de financement du secteur public (PFF)

\*\* Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU

IEU : Approuvé au titre de l'opération-cadre InvestEU pour le financement de la microfinance et de l'économie sociale

| Pays                    | Emprunteur                                    | Description du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Montant du prêt CEB | Montant total du projet |
|-------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------|
| Lituanie                | Municipalité de Vilnius                       | <p>Demande complémentaire pour le financement partiel d'investissements s'inscrivant dans la stratégie à long terme de la ville, et portant sur la construction de nouveaux équipements ainsi que sur la restauration et la rénovation d'équipements existants au cours de la période budgétaire 2023-2025. Nombreux sous-projets comprenant des installations sportives et culturelles, des écoles et infrastructures de santé, ainsi que l'offre de services municipaux destinés aux réfugiés d'Ukraine.*</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : population de la ville de Vilnius, notamment les réfugiés et autres groupes vulnérables.</p>                                                                                                                                                              | 35 000              | 700 000                 |
|                         | Development Bank of North Macedonia           | <p>Financement partiel, par l'intermédiaire de banques commerciales, des investissements en actifs fixes et en équipements, ainsi que des besoins en fonds de roulement, pour soutenir l'activité des entreprises, principalement dans les secteurs du commerce de gros et de détail, des services et de la transformation agro-alimentaire. Au moins 20% des fonds de la CEB seront alloués à des femmes entrepreneures et à des entreprises dirigées par des femmes</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : salariés de petites et moyennes entreprises et demandeurs d'emploi.</p>                                                                                                                                                                                                                         | 50 000              | 71 400                  |
| Macédoine du Nord       | Microcredit Foundation Horizonti              | <p>Financement partiel de l'activité de crédit de Horizonti en faveur de très petites entreprises dans les secteurs de l'agriculture, du commerce de détail et de la production manufacturière, pour aider les propriétaires et les créateurs de TPE et les agriculteurs de toute la Macédoine du Nord à démarrer ou à développer leurs activités. Il est prévu qu'au moins 80% des emprunteurs finaux seront des femmes entrepreneures et qu'au moins 20% des fonds iront à des TPE détenues par des Roms.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : entrepreneurs et agriculteurs à bas revenus, notamment des femmes, des Roms et des personnes vivant dans des zones urbaines et rurales défavorisées.</p>                                                                                                  | 2 000               | 4 000                   |
| Malte                   | Malita Investments plc                        | <p>Demande de prêt complémentaire afin d'étendre la portée du projet en construisant 68 logements supplémentaires, portant le total à 748.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : personnes à bas revenus et populations vulnérables, telles que les sans-abris, les personnes présentant un handicap, les parents isolés, femmes pour la plupart, et les victimes de violences domestiques.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 7 000               | 109 000                 |
|                         | Gouvernement                                  | <p>Soutien à la construction et à l'équipement d'un hôpital de soins tertiaires pour la région du nord de la République de Moldova, comprenant notamment un centre de soins ambulatoires, un centre de cancérologie, des salles d'opération et des services d'hospitalisation d'une capacité de 340 lits d'hospitalisation complète et de 78 lits de soins ambulatoires. Ces travaux permettront d'offrir des soins médicaux tertiaires publics de meilleure qualité et plus accessibles, ainsi que des conditions de travail, d'étude et de recherche améliorées pour le personnel hospitalier et les étudiants en médecine.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants de la région septentrionale de la République de Moldova, y compris le personnel hospitalier et les étudiants en médecine.</p> | 86 000              | 108 000                 |
| Moldova (République de) | Gouvernement                                  | <p>Rénovation et reconversion d'immeubles existants pour accroître le parc de logements sociaux locatifs, et construire de nouvelles résidences étudiantes et de nouveaux foyers pour personnes âgées – tous bénéficiant d'amélioration de l'efficacité énergétique.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : population de la République de Moldova, en particulier les groupes socialement vulnérables tels que les personnes présentant un handicap, les personnes âgées, les familles avec enfants ayant des besoins particuliers, et les étudiants.</p>                                                                                                                                                                                                                                                   | 20 000              | 34 200                  |
|                         | Gouvernement                                  | <p>Rénovation et reconversion d'immeubles existants pour accroître le parc de logements sociaux locatifs, et construire de nouvelles résidences étudiantes et de nouveaux foyers pour personnes âgées – tous bénéficiant d'amélioration de l'efficacité énergétique.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : population de la République de Moldova, en particulier les groupes socialement vulnérables tels que les personnes présentant un handicap, les personnes âgées, les familles avec enfants ayant des besoins particuliers, et les étudiants.</p>                                                                                                                                                                                                                                                   | 20 000              | 34 200                  |
| Monténégro              | Investment and Development Fund of Montenegro | <p>Soutien aux opérations de prêt directes et indirectes de l'Emprunteur afin d'améliorer l'accès au financement des TPE-PME au Monténégro par des investissements productifs et en répondant aux besoins en fonds de roulement.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : TPE-PME dans les communes les moins bien desservies du pays, en particulier dans le nord du pays, et groupes vulnérables, notamment les entreprises dirigées par des femmes et des jeunes, ainsi que les exploitants agricoles individuels.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 30 000              | 43 000                  |

\* Facilité de financement du secteur public (PFF)

\*\* Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU

IEU : Approuvé au titre de l'opération-cadre InvestEU pour le financement de la microfinance et de l'économie sociale

| Pays                | Emprunteur                                                                                                                                  | Description du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Montant du prêt CEB | Montant total du projet |
|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------|
| Pays-Bas            | Coöperatieve Rabobank U.A.                                                                                                                  | Financement partiel du programme de prêts sociaux (PVS) de l'Emprunteur, dans le but de rétrocéder des fonds à des prestataires de services néerlandais éligibles, privés et à but non lucratif, actifs dans les domaines des services de santé, de la protection sociale et de l'éducation.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : patients, personnes atteintes de troubles mentaux, personnes souffrant d'addictions, personnes présentant un handicap, personnes âgées, personnel enseignant et élèves d'écoles classiques et d'écoles pour enfants à besoins particuliers.                                                                                                                                                                                                                 | 150 000             | 300 000                 |
|                     | Stichting Qredits Microfinanciering Nederland<br><br>Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU. | Financement partiel de prêts aux micro-entreprises afin de promouvoir l'entrepreneuriat et le travail indépendant, favoriser la création d'entreprises, renforcer le développement et la survie des entreprises grâce à des outils d'accompagnement et de formation, et offrir des opportunités aux micro-entrepreneurs ayant des difficultés à accéder au crédit bancaire classique ou à devenir financièrement indépendants. <sup>IEU</sup><br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : micro-entrepreneurs existants ou en devenir, notamment les femmes entrepreneures et les entrepreneurs issus de l'immigration.                                                                                                                                                                              | 40 000              | 80 000                  |
| Pologne             | Europejski Fundusz Leasingowy S.A. (EFL)                                                                                                    | Création et maintien d'emplois par le cofinancement de crédits-bails pour les TPE-PME éligibles dans toute la Pologne. EFL limitera le financement des véhicules à 50% de l'allocation totale du prêt et ne financera pas de véhicules anciens ou de véhicules légers diesel afin de soutenir la lutte contre le changement climatique. Conformément à l'engagement de la CEB d'atteindre les groupes vulnérables, EFL adressera au moins 25% du prêt de la CEB à des TPE-PME dans des régions où le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale. Au moins 15% du prêt sera accordé à des femmes entrepreneures.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : TPE-PME éligibles, en particulier des très petites et petites entreprises et des femmes entrepreneures, dans toute la Pologne. | 200 000             | 400 000                 |
|                     | SG Equipment Leasing Polska sp.z o.o.                                                                                                       | Financement partiel, sous forme de crédits-bails et d'investissements éligibles réalisés par des TPE-PME dans tout le pays. De plus, l'Emprunteur prévoit d'attribuer au moins 15% des fonds de la CEB à des femmes entrepreneures et à des entreprises appartenant à des femmes, et 5% au financement d'actifs "verts".<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : TPE-PME ayant un accès limité ou inexistant aux prêts bancaires, en particulier les très petites et petites entreprises et les femmes entrepreneures dans toute la Pologne.                                                                                                                                                                                                                                                     | 150 000             | 300 000                 |
| République slovaque | Gouvernement                                                                                                                                | Facilité de cofinancement européenne (FCE) visant à couvrir les contributions financières nationales pour soutenir les sous-projets qui contribuent à éliminer les disparités sociales et économiques dans le développement des régions, à accroître leur compétitivité et à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens, dans le cadre de l'Accord de partenariat 2021-2027<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : divers groupes d'habitants de la République slovaque ainsi que des entités publiques et privées.                                                                                                                                                                                                                                                                       | 300 000             | 5 031 000               |
|                     | Région autonome de Trenčín                                                                                                                  | Financement partiel de sous-projets éligibles approuvés au titre du budget régional d'investissement, dans les domaines du transport, de l'éducation, des services sociaux et de la santé, notamment : travaux de construction ou de reconstruction, achat d'équipement, travaux de rénovation énergétique, ainsi qu'isolation ou agrandissement d'équipements existants.*<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : ensemble de la population de la région, ainsi que les habitants des régions voisines de République slovaque et de République tchèque.                                                                                                                                                                                                                                         | 30 000              | 90 000                  |
|                     | Slovenská sporiteľňa, a.s.                                                                                                                  | Financement partiel de la réhabilitation et de la modernisation d'infrastructures publiques et de logements : investissements dans des installations locales de traitement de l'eau et de réseaux de distribution d'eau, des équipements de traitement des déchets, de transport public, de santé, d'éducation, et rénovation du parc de logements. Les investissements soutiendront également l'amélioration de l'efficacité énergétique des travaux financés<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : population des municipalités et régions dans lesquelles seront réalisés les investissements.                                                                                                                                                                                              | 150 000             | 300 000                 |

\* Facilité de financement du secteur public (PFF)

\*\* Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU

IEU : Approuvé au titre de l'opération-cadre InvestEU pour le financement de la microfinance et de l'économie sociale

| Pays               | Emprunteur                                                                                                                      | Description du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Montant du prêt CEB | Montant total du projet |
|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------|
| République tchèque | Brněnské vodárny a kanalizace, a.s. (BVK)                                                                                       | Reconstruction et développement de la ligne de traitement des boues de la station d'épuration de Brno-Modřice, ainsi qu'amélioration de la capacité de gestion de l'énergie de la station, réduisant ainsi les coûts à long terme du traitement des eaux usées pour les ménages raccordés. Le projet contribuera également à réduire la pollution de l'eau et à améliorer la qualité des effluents et des cours d'eau en aval.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants de la région de Brno au sens large."                                                                                                                                                                        | 64 000              | 154 000                 |
|                    | Municipalité de Bačau                                                                                                           | Financement partiel d'investissements visant à créer un cadre de vie plus inclusif et attractif pour les habitants de Bačau, notamment par la création d'infrastructures de transport durables, la rénovation de trois établissements scolaires et la reconversion d'un ancien cinéma en un incubateur pour start-up et entrepreneurs.*<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : population de la municipalité et du département de Bačau, notamment les groupes vulnérables, les élèves et les TPE-PME.                                                                                                                                                                                      | 26 700              | 65 590                  |
|                    | Patria Credit IFN S.A.<br><br>Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU.            | Financement partiel des activités de prêt de l'Emprunteur destinées à soutenir les micro-entrepreneurs, les petits exploitants agricoles et les entreprises rurales en Roumanie. Environ 25% du prêt sera alloué à des entreprises dirigées par des femmes. <sup>IEU</sup><br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : micro-entrepreneurs, en particulier les petits exploitants agricoles, les entreprises rurales et les femmes entrepreneurs.                                                                                                                                                                                                                                                | 10 000              | 20 000                  |
| Roumanie           | Secteur 5 de la ville de Bucarest                                                                                               | Soutien au programme municipal d'investissement pour la modernisation énergétique de 88 immeubles d'habitation, et la construction de 177 logements sociaux à zéro émission nette destinés aux jeunes locaux.*<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : population du Secteur 5 de Bucarest, notamment ses habitants les plus vulnérables dont les Roms, les personnes présentant un handicap, les jeunes défavorisés et les parents isolés.                                                                                                                                                                                                                                                  | 53 000              | 110 030                 |
|                    | Secteur 6 de la ville de Bucarest<br><br>Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU. | Investissements éligibles pour la construction et l'équipement d'un nouvel hôpital public de taille moyenne comprenant 257 lits d'hospitalisation et 50 lits de court séjour. Le nouvel hôpital offrira des soins hospitaliers et ambulatoires, ainsi que des services de chirurgie, de néonatalogie, de gynécologie-obstétrique, de cardiologie, de médecine interne, de neurologie et de soins intensifs, entre autres. <sup>IEU</sup><br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : une grande partie des habitants du Secteur 6 de Bucarest, ainsi que la population de Bucarest au sens large.                                                                                                | 72 920              | 145 839                 |
|                    | Gouvernement                                                                                                                    | Création du campus BIO4, une institution de pointe dans les domaines éducatif, scientifique, technologique et de promotion de l'entrepreneuriat, qui offrira des possibilités de développement aux individus ainsi qu'aux entreprises en Serbie et dans la région. Le prêt financera partiellement les dépenses liées à la construction de sept bâtiments, qui hébergeront 15 instituts scientifiques différents, dont un espace dédié aux entreprises privées.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : étudiants, chercheurs, enseignants, professionnels du secteur privé ainsi que personnes sans emploi, jeunes vulnérables, jeunes entrepreneurs et habitants de la région de Belgrade. | 200 000             | 398 301                 |
| Suède              | Hemsö Fastighets AB                                                                                                             | Investissements liés à la reconstruction et au réaménagement du Gymnasium de Tensta et du Tensta Träff, centre communautaire destiné à accueillir des associations et prestataires de services locaux.<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : personnel enseignant et élèves, notamment des migrants et d'autres groupes vulnérables."                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 22 200              | 44 400                  |
|                    | Ville de Malmö                                                                                                                  | Demande complémentaire de financement partiel des dépenses budgétaires de la ville de Malmö destinées à construire de nouveaux bâtiments scolaires et à moderniser et rénover les écoles existantes.*<br><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : enfants de tous les groupes d'âges scolarisés dans la ville de Malmö."                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 80 000              | 700 000                 |

\* Facilité de financement du secteur public (PFF)

\*\* Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU

IEU : Approuvé au titre de l'opération-cadre InvestEU pour le financement de la microfinance et de l'économie sociale

| Pays           | Emprunteur   | Description du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Montant du prêt CEB | Montant total du projet |
|----------------|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------|
| <b>Türkiye</b> | Gouvernement | <p>Soutien aux efforts de la Türkiye pour rétablir l'offre des services de santé, et contribuer aux efforts à moyen terme du pays pour reconstruire des établissements de santé résilients à la suite des dommages causés par le tremblement de terre dans 11 provinces, à savoir Adana, Adiyaman, Diyarbakır, Elazığ, Gaziantep, Hatay, Kahramanmaraş, Kilis, Malatya, Osmaniye, et Şanlıurfa.*</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : plus de 14 millions d'habitants des provinces touchées par le tremblement de terre, en particulier les plus vulnérables.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <b>250 000</b>      | <b>277 770</b>          |
| <b>Ukraine</b> | Gouvernement | <p>Soutien au projet HEAL (Health Enhancement and Life-Saving), une opération cadre de 500 millions de dollars développée par la Banque mondiale. Le prêt finance quatre types d'activités : (1) réponse aux besoins nouveaux et urgents en matière de santé mentale et de réadaptation ; (2) amélioration et renforcement des soins de santé primaires ; (3) restauration et modernisation des soins hospitaliers conformément à l'orientation de la réforme ; et (4) soutien au renforcement des capacités, à la transformation numérique et à l'innovation.</p> <p>Cela implique le financement d'équipements et de véhicules pour soutenir les services de réadaptation ; des travaux de rénovation dans les établissements de services de santé mentale et de réadaptation ; l'achat d'équipements et la restauration et rénovation des infrastructures de soins de santé primaires, ainsi que la rénovation des hôpitaux en améliorant leur efficacité énergétique.*</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants de l'Ukraine qui ont besoin de soins préventifs et curatifs, en particulier en matière de santé mentale et de réadaptation, ainsi que les personnes à risques, les jeunes enfants et les personnes déplacées dans leur propre pays.</p> | <b>100 000</b>      | <b>500 000</b>          |
| <b>TOTAL</b>   |              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>4 106 020</b>    |                         |

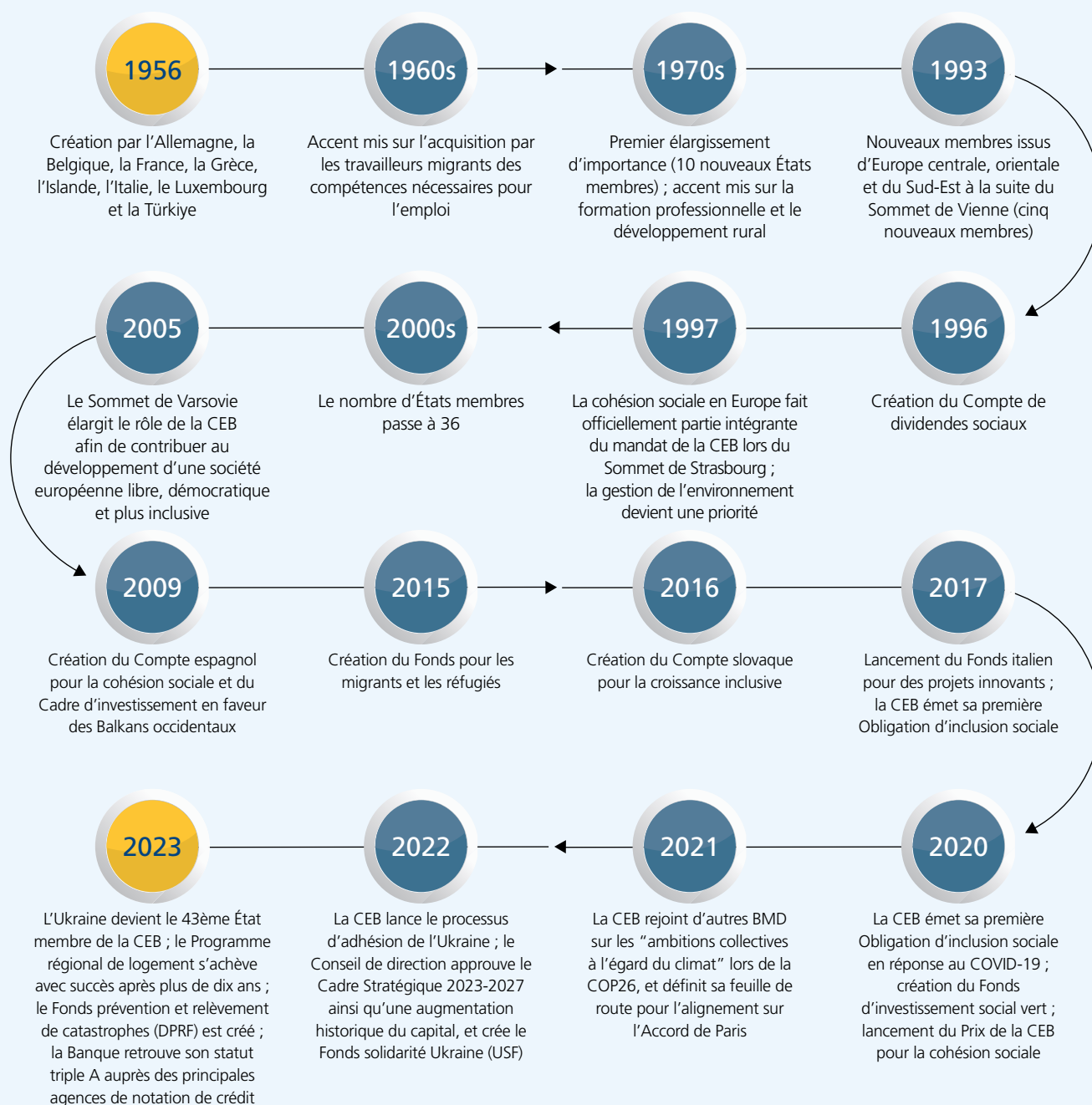
\* Facilité de financement du secteur public (PFF)

\*\* Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU

IEU : Approuvé au titre de l'opération-cadre InvestEU pour le financement de la microfinance et de l'économie sociale

## La banque de développement social de choix pour l'Europe

Depuis les années 1950, la CEB aide ses États membres à promouvoir des sociétés et des économies plus durables sur les plans social et environnemental, et à surmonter de nombreux défis. L'évolution de la CEB, à l'origine Fonds de réétablissement pour les réfugiés d'après-guerre créé par les membres du Conseil de l'Europe, et aujourd'hui banque multilatérale de développement à part entière, est intimement liée à celle de l'histoire de l'Europe elle-même, une histoire qui continue de s'écrire. Le soutien sans faille qu'elle procure à ses États membres pour relever les défis et investir dans un avenir meilleur pour tous les citoyens fait de la CEB un pilier de la solidarité européenne et de la cohésion sociale.



Voir également [coebank.org/fr/about/mission/](https://coebank.org/fr/about/mission/)

# Notes aux lecteurs

---

**Statuts** : les premiers statuts ont été adoptés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 16 avril 1956 (résolution (56)9). Les nouveaux statuts, adoptés par le Comité des Ministres le 16 juin 1993 (résolution (93)22) sont entrés en vigueur le 18 mars 1997 après leur ratification par l'ensemble des États membres.

**Projet approuvé** : projet présenté au Conseil d'administration qui en a approuvé le financement.

**Prêt décaissé** : prêt effectivement versé au bénéficiaire.

**Tranche de prêt** : le financement est versé par tranches, selon l'avancement des travaux, jusqu'au montant du plafond autorisé par le Conseil d'administration.

**Engagement de financement** : fraction de projets encore en attente de financement, pour lesquels un contrat-cadre a été signé.

**Compte de dividendes sociaux (CDS)** : abondé pour l'essentiel de la part approuvée par les actionnaires des revenus annuels de la Banque affectés à ce compte, il est utilisé pour financer les dons destinés aux projets à impact social élevé. Celles-ci peuvent prendre la forme de bonifications d'intérêt, d'aide à l'assistance technique, de garanties de prêt ou de contributions.

**Encours de prêts** : montant total des prêts décaissés et non encore remboursés.

**Capital souscrit** : titres de participation émis par la CEB et souscrits par ses membres.

**Capital appelé** : capital total payé et à payer.

**Capital callable** : différence entre le capital souscrit et le capital appelé.

## Pays membres

La CEB compte 43 États membres qui sont les actionnaires de la Banque. Tous les pays membres du Conseil de l'Europe peuvent devenir membres de la CEB.

Albanie ★

Allemagne

Andorre

Belgique

Bosnie-Herzégovine ★

Bulgarie ★

Chypre ★

Croatie ★

Danemark

Espagne

Estonie ★

Finlande

France

Géorgie ★

Grèce

★ Pays cibles

Hongrie ★

Irlande

Islande

Italie

Kosovo ★

Lettonie ★

Liechtenstein

Lituanie ★

Luxembourg

Macédoine du Nord ★

Malte ★

République de Moldova ★

Monténégro ★

Norvège

Pays-Bas

Pologne ★

Portugal

République slovaque ★

République tchèque ★

Roumanie ★

Saint Marin

Saint-Siège

Serbie ★

Slovénie ★

Suède

Suisse

Türkiye ★

Ukraine ★



# CEB

— COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK —  
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



55, avenue Kléber  
FR-75116 PARIS FRANCE  
Tél. : +33 (0)1 47 55 55 00  
Email : [info@coebank.org](mailto:info@coebank.org)  
**[www.coebank.org](http://www.coebank.org)**

ISSN : 2221-0105 (En ligne)  
ISSN : 1563-2598 (Imprimé)